



Ali Daher
Les musulmans au Québec

Relations

société politique religion

NUMÉRO 685

JUIN 2003

L'ART

à l'œuvre

L'autre regard

La dernière (s)cène

Espaces contés

Sombre avenir pour la Syrie

Jeux d'enfants, Hélène Dorion

4.95 \$



ARTISTES INVITÉS :
STÉPHANIE BÉLIVEAU
JOSÉE LAMBERT
LINO
MARC SEGUIN

Envoi de Poste-publication - Enregistrement no 95201 - CONVENTION - 40012109

NUMÉRO 685, JUIN 2003

4 actualités

HORIZONS

- 9 L'UNIVERSITÉ : UNE IDÉE À CHÉRIR
ANDRÉ BROUILLETTE

aiLLeurs

- 24 SOMBRE AVENIR POUR LA SYRIE
MOHAMED MAHMOUD

CONTROVERSE

- 26 LA MÉMOIRE A-T-ELLE SA PLACE
DANS UN QUÉBEC MODERNE?
JOSEPH YVON THÉRIAULT,
VIVIANA FRIDMAN ET VICTOR ARMONY

28 en bref

regard

- 29 LES MUSULMANS AU QUÉBEC
ALI DAHER
- 33 LA FASCINATION DE LA TECHNIQUE
NICOLE LAURIN

siLLONS

- 36 JEUX D'ENFANTS
HÉLÈNE DORION

38 multImédias

40 Livres

DOSSIER

10 L'ART À L'ŒUVRE

Comme toute chose, l'art peut être instrumentalisé. Il devient alors spectacle, simple divertissement que l'on consomme ou que l'on récupère. Aujourd'hui, face à la montée d'une uniformisation culturelle et politique, nous risquons de perdre de vue la notion de créativité propre aux artistes, leur recherche d'authenticité et l'expression de leur liberté. Pourtant, conçu comme une mise en scène du monde, l'art crée du sens et façonne un regard. Il nous invite à faire de nos vies et de notre société une œuvre d'art remplie d'humanité.

12 L'AUTRE REGARD

TABLE RONDE AVEC LES ARTISTES INVITÉS

17 LA DERNIÈRE (S)CÈNE

JEAN PICHETTE

21 ESPACES CONTÉS

ANOUK BÉLANGER

ARTISTES INVITÉS

Stéphanie Béliveau s'est distinguée par de nombreuses expositions individuelles à la galerie Trois Points et ailleurs, dont la dernière, *Peinture d'Être*, à la Maison de la Culture Côte-des-Neiges. Stéphanie Béliveau est maintenant représentée par la galerie Simon Blais, et elle prépare une exposition solo pour le printemps 2004. **Josée Lambert** est photographe pigiste dans le domaine culturel. Parallèlement à son travail, elle a débuté, il y a douze ans, un travail documentaire sur les populations au Moyen-Orient. À la fois peintre et illustrateur, **Lino** traque l'émotion partout où elle se trouve. Son œuvre, vivante, intime et dérangeante, nous offre notre portrait comme on offre un bouquet de fleurs éméchées. Jeune peintre montréalais, **Marc Seguin** a déjà une feuille de route impressionnante. En plus de travailler l'huile sur toile, il pratique également la gravure et le dessin.

Relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
télééc. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

DIRECTEUR

Jean-Marc Biron

RÉDACTRICE EN CHEF

Anne-Marie Aitken

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Jean-Claude Ravet

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Marco Veilleux

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS

Elmyra Bouchard
Lino (ecco_lino@hotmail.com)

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

IMPRESSION

HLN, Sherbrooke

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Michel Beaudin,
Céline Dubé, Guy Dufresne, Élisabeth
Garant, Fernand Jutras, Nicole Laurin,
Guy Paiement

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Dominique
Boisvert, René Boudreault,
Marc Chabot, Hélène Dorion,
Jean-Marc Éla, Vivian Labrie,
Jean-Paul Rouleau

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère* et dans *l'Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe. Dépôt légal. Bibliothèque nationale du Québec.

ABONNEMENTS

Hélène Desmarais
8 numéros (un an) : 32 \$
(taxes incluses)
Deux ans : 56 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 40 \$ Étudiants : 25 \$
TPS : R119003952
TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

ISSN 0034-3781
Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

Drôle de paix

Les combats qui ont agité la scène politique ces derniers mois sont supposés finis. En Irak, où les Américains s'affairent à une réorganisation du pays. En Côte-d'Ivoire, où les forces gouvernementales et les rebelles viennent de signer un cessez-le-feu total, le 3 mai dernier. Au Moyen-Orient, où un plan de paix élaboré par les États-Unis, l'ONU, la Russie et l'Union européenne a été remis à Ariel Sharon et au nouveau premier ministre palestinien, Mahmoud Abbas. Ce plan – et la feuille de route qui lui est jointe – devrait résoudre le conflit israélo-palestinien par la création d'un État palestinien d'ici 2005.

Si les armes se taisent, pouvons-nous croire pour autant qu'une paix

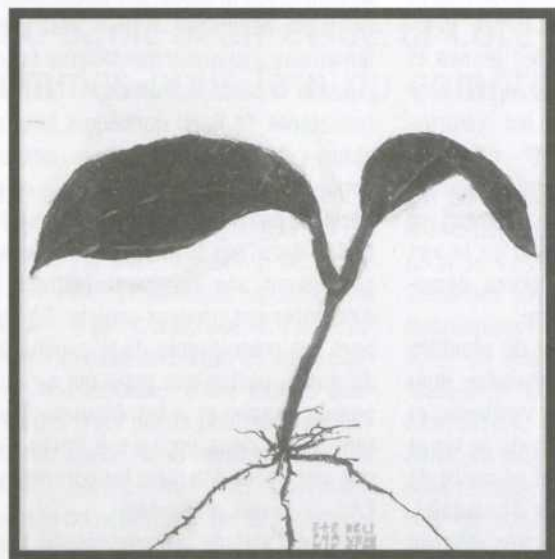
a osé y croire. En effet, en avril 1963, le pape Jean XXIII rendait publique une lettre encyclique intitulée *Pacem in Terris* (Paix sur terre). Publiée quelques semaines avant sa mort, son retentissement fut mondial. Elle s'inscrivait pourtant dans une situation internationale guère plus brillante que la nôtre : le monde sortait tout juste de la « crise de Cuba » qui avait failli faire basculer Russes et Américains dans un affrontement nucléaire. Le Mur de Berlin venait d'être érigé deux ans auparavant. Ainsi, en plein contexte de guerre froide, le pape s'est adressé à tous ceux et à toutes celles qui voulaient bien l'écouter et l'entendre – pas seulement aux catholiques – pour dire qu'il n'y a pas de paix sans respect des droits humains et de règles internationales précises. Sa langue n'était pas de bois, c'est probablement pourquoi la lettre a reçu une étonnante audience.

Pour Jean XXIII, la paix n'était pas seulement l'absence de guerre, même si le désarmement et la proscription de l'arme atomique en étaient les paramètres nécessaires. La paix devait aussi passer par l'instauration de nouvelles conventions internationales. Sa conscience était vive que, désormais, les problèmes ne pouvaient plus être posés et résolus qu'à l'échelle mondiale. C'est pourquoi il insistait sur la nécessaire collaboration internationale qui devait conduire « à créer une communauté mondiale ». Le pape décrivait la nécessité de dépasser le blocage des relations entre États nationaux, capable de construire petit à petit « une autorité politique mondiale », en vue d'agir efficacement sur le plan politique et juridique. Il ajoutait que tous les efforts de paix seraient vains si un nouvel ordre du monde ne se mettait pas en place, fondé sur les « valeurs de vérité, de justice, de solidarité et de liberté ».

Ces propos restent d'une grande actualité. S'ils brillent comme un phare dans la noirceur actuelle, nous devons cependant reconnaître qu'ils apparaissent complètement décalés et fortement battus en brèche par les événements récents. La réorganisation du monde contemporain ne va pas dans le sens d'un nouvel ordre plus égalitaire et plus solidaire. À vouloir imposer la démocratie par la force, l'administration Bush installe un désordre sans pareil qui, tôt ou tard, conduira à de nouveaux conflits. Dans la reconstruction de l'Irak, le fait de cantonner l'ONU dans une tâche strictement humanitaire, sans pouvoir politique réel, laisse présumer que l'impasse se profile déjà à l'horizon. L'Europe se trouve divisée. Les alliances *ad hoc*, fruit de la conjoncture du moment, remplacent les médiations internationales. Les pays du Sud sont une fois de plus éliminés de la course.

L'avenir s'annonce donc sombre. C'est peut-être dans ces moments-là qu'il convient d'autant plus de croire que la paix est possible. La paix comme une tâche humaine à accomplir; un horizon à ne pas perdre de vue; un désir à cultiver, d'abord au plus proche de soi, pour l'étendre au reste du monde, à tous les niveaux de responsabilité. La paix comme un don à recevoir. Car la paix ne peut que s'accueillir. Elle vient par soi, mais aussi de plus loin que soi. Comme nous le proposent les artistes invités dans ce numéro, nous pouvons être des veilleurs attentifs à ouvrir l'œil et à tendre l'oreille pour nous mettre à l'écoute d'un autre monde enfoui dans notre vieux monde. Le germe est prêt à éclore. Encore faut-il que personne ne l'écrase sous ses pas!

ANNE-MARIE AITKEN



STÉPHANIE BÉLIVEAU,
BOUTURE 2, DESSIN
ET COLLAGE SUR
PAPIER, 1999

durable est en vue? Pouvons-nous espérer que le monde à venir ne sera plus à feu et à sang et qu'il sera possible de guérir les blessures infligées à tant de peuples?

Il y a tout juste 40 ans, un homme en avance sur les idées de son temps

Débats politiques, débats de société

La conciliation famille-travail, le vieillissement, la droite et la gauche : ces thèmes doivent continuer à alimenter le débat politique québécois



NICOLE LAURIN

La récente campagne électorale a fait apparaître d'importantes contradictions entre les hommes et les femmes, et entre les générations. Ces groupes forment la base même de la société.

Le discours sur la conciliation famille et travail a ouvert une boîte de Pandore. Les porte-parole des partis ont abordé hypocritement ce problème, sans mettre en cause les rapports inégaux au sein des couples, l'instabilité des unions, ni même évoquer les bas salaires, les pénibles conditions de vie ou de travail d'un grand nombre de Québécoises. Au cours des dernières décennies, la pauvreté s'est féminisée. En même temps, on a assisté à une mobilisation sans précédent de la force de travail collective des femmes, sur tous les fronts. Les femmes n'en peuvent plus de porter la charge du travail salarié et du travail domestique, de leurs enfants, souvent aussi de leurs petits-enfants et de leurs parents vieillissants. Cela ne peut plus continuer.

Il conviendra de discuter à fond des mesures de soutien aux familles proposées par les partis. L'intérêt aussi bien que les critiques qu'elles ont suscitées montrent clairement la nécessité et l'urgence d'une véritable politique familiale. Celle-ci devrait inclure, en priorité, des dispositions qui appuient fortement l'engagement des hommes dans la sphère domestique, tout parti-

culièrement auprès des enfants. Elle devrait également tenir compte de l'inégalité des conditions sociales et économiques.

Tous s'accordent tacitement sur la nécessité de placer les enfants en garderie, au plus bas prix – sinon qu'est-ce qu'on ferait des enfants? Un sort semblable attend d'ailleurs leurs grands-parents qui seront en attente de places dans les hôpitaux, les résidences et les centres d'accueil. Étant donné leur nombre élevé, on craint toutefois qu'ils coûtent excessivement cher aux contribuables. Il est indéniable que les cohortes des jeunes et des plus âgés pourraient représenter un poids trop lourd pour les cohortes creuses – nées après 1970 – prises en étau entre les deux. Un vent de panique souffle déjà. Une certaine hargne se déverse sur les gens qui ont eu le tort de naître au cours du boom démographique d'après la guerre.

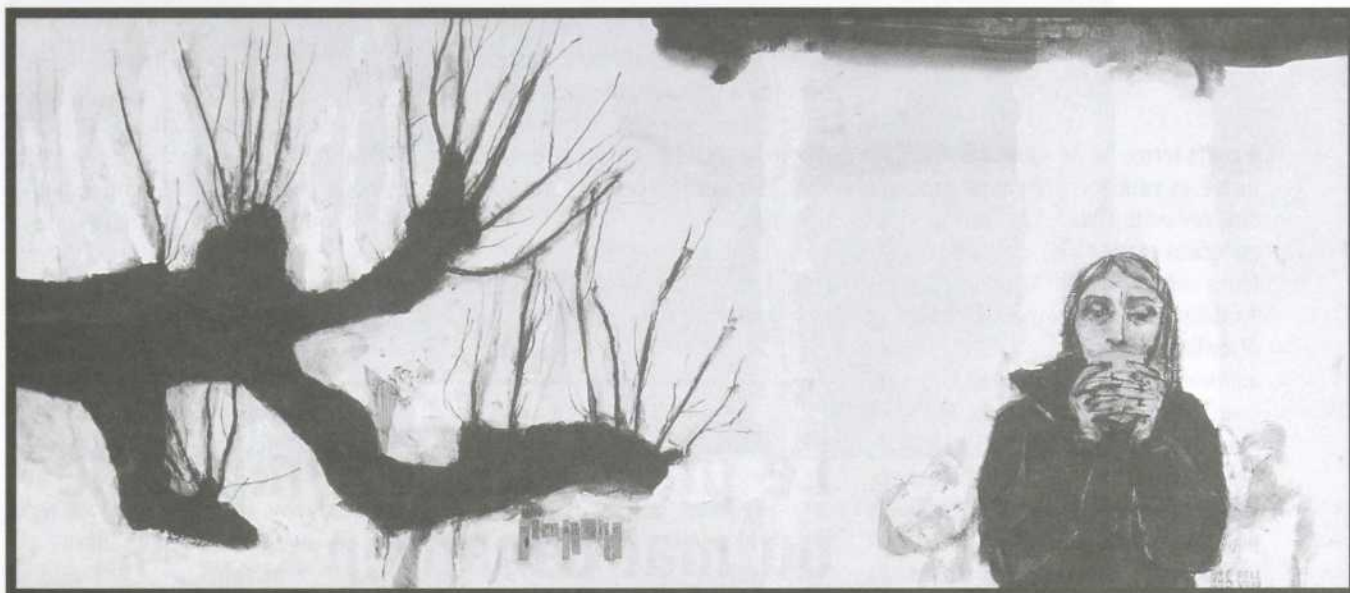
L'État doit se charger de planifier l'avenir. Néanmoins, la manière dont une société organise la vieillesse et l'enfance dépend de son mode de vie et de sa culture; elle dépend en outre de sa capacité de faire preuve d'humanité. La résolution des problèmes liés au vieillissement de la population ne se résume pas à une équation financière; elle engage la responsabilité de la collectivité envers ses aînés, et la solidarité entre les générations, au-delà de l'intérêt immédiat.

Deux autres sujets méritent réflexion à l'issue de l'élection : la force de la droite et la faiblesse de la gauche. Pourquoi l'Action démocratique du Québec a-t-elle fait fureur au point d'approcher momentanément de la vic-

toire? De larges fractions de la classe populaire ont été séduites par son discours, un mélange de néolibéralisme et de démagogie. Est-ce le pays oublié qui s'est manifesté ainsi? Le peuple sans voix que personne ne représente : travailleuses et travailleurs non syndiqués, jeunes sans avenir, petits commerçants besogneux, habitants des régions abandonnées? La gauche peut en tirer une leçon.

L'échec consternant de la gauche doit être analysé sans complaisance. L'Union des forces progressistes est une nouvelle formation; elle regroupe les éléments au sein de la gauche qui veulent tenter l'aventure électorale. Son programme est un peu flou. Malgré cela, ses idées progressistes auraient dû rejoindre les jeunes, le milieu communautaire, les artistes, les intellectuels. Le parti aurait pu rallier pacifistes, féministes, environnementalistes et opposants à la mondialisation. Malheureusement, le Parti québécois tient en otage cette mouvance de la gauche, depuis longtemps déjà. Et celle-ci ne parvient pas à s'en libérer. Il lui est difficile, dans ces conditions, d'exercer pleinement son jugement critique et d'élaborer ses propres projets. D'autre part, les porte-parole de la gauche ont du mal à parler aux gens qui ne sont pas de gauche et à les écouter. Pourtant, entre deux voyages à Porto Alegre, une excursion dans les contrées de l'A.D.Q. serait profitable!

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti libéral, on peut prévoir que les prochaines années seront décisives pour l'avenir de la gauche. Il en va de sa capacité de mener à bien la tâche qui lui revient : construire une véritable solution de remplacement. ●



STÉPHANIE BÉLIVEAU,
CAFÉ AMÈRE ET
MÉLANCOLIE, DESSIN
ET COLLAGE SUR
PAPIER, 2003

Entente avec les Innus en suspens

Dans les nouvelles relations qui s'instaurent avec les Innus du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, sommes-nous loin du compte?

RENÉ BOUDREAU

C'est avec beaucoup de peine que l'Assemblée nationale du Québec a accouché, en fin de session et dans un climat de surexcitation pré-électorale, d'une motion unanime des trois partis politiques québécois. Le libellé de la motion indique la volonté parlementaire et gouvernementale de poursuivre les négociations territoriales globales avec les Innus. Celles-ci se font sur la base du projet d'entente de principe paraphé par les négociateurs, en tenant compte des recommandations émises par la majorité des groupes ayant participé aux travaux de la commission parlementaire, ainsi que du rapport du mandataire spécial, et ex-ministre du gouvernement québécois, M. Guy Chevrette.

Sur les neuf communautés innues demeurant au Québec, quatre ont con-

clu une entente de principe avec les gouvernements du Québec et du Canada, le 4 avril 2002. Ce sont les communautés de Mashteuiatsh, Essipit, Betsiamites et Nutashkuan, regroupées sous la gouverne du conseil tribal Mamuitun. Les trois communautés de Ekwanitshit, Unamen Shipu et Pakua Shipu, en moyenne et basse Côte-Nord, sont en négociation sous la coordination du conseil tribal Mamit Innuat, mais elles ne sont pas encore parvenues à une entente, sept sujets importants demeurant en litige. Les deux autres communautés restantes ne sont pas en négociation. Matimekosh-Lac-John, de la région de Schefferville, — dont les droits ancestraux auraient été éteints par la loi fédérale C-9 entérinant la Convention de la baie James et du Nord québécois — exige un changement législatif avant de s'asseoir à une table de négociation. Le conseil de Uashat mak Mani-Utenam, dans la

région de Sept-Îles, plus indécis, cherche à négocier sur une base de travail autre que celle de l'entente de principe, ce que refusent les parties gouvernementales.

C'est en catastrophe que le ministre des Affaires autochtones et des Régions, Rémy Trudel, a annoncé la tenue de la commission parlementaire, au lendemain de la prise de position de Jacques Parizeau exigeant de reporter ce débat à une date ultérieure, voire aux calendes grecques. Les intérêts électoraux des trois partis politiques auront, jusqu'à maintenant, donné raison à ce dernier car, ni l'Assemblée nationale, ni le gouvernement québécois, n'auront signé le projet d'entente de principe avant les élections.

Les Innus du conseil tribal Mamuitun se croisent les doigts afin de voir leur projet d'entente entériné par les gouvernements du Canada et du Québec durant le vide politique inévitable que représente un contexte post-électoral. En commission parlementaire, ils ont cependant apprécié la maturité politique des partis qui ont su résister aux vieux démons de la partisanerie et de la rentabilité électorale

L'AUTEUR EST CONSULTANT
EN AFFAIRES AUTOCHTONES



à court terme au profit du ton juste, informé et rationnel. Les plus excessifs des présentateurs, dont certains Saguenéens extravagants, ont dû réfréner leurs ardeurs devant le ministre Rémy Trudel, andragogue accompli, calme et désarmant; le libéral Jeffery Kelley, admirable de bon sens pratique et de connaissance, et l'adéquiste François Corriveau, en recherche de vérité et de justesse. Il faut dire que le climat social des régions directement touchées par le projet d'entente s'était considérablement détérioré en raison du discours teinté de désinformation de certains ténors clamant de façon irresponsable sur la place publique la cession du tiers du territoire québécois aux Innus et l'atteinte aux sacro-saints principes de l'intégrité du territoire québécois et de la souveraineté de l'Assemblée nationale.

Guy Chevrette aura réalisé près de 200 présentations et rencontré plus de 150 groupes régionaux avant de publier ses 33 recommandations et de rétablir un tant soit peu la donne. Des centaines de recommandations ont été faites en commission parlementaire, des plus conciliantes aux plus extrémistes. Plusieurs de ces recommandations sont jugées irrecevables par les Innus de Mamuitun, dont les quatre chefs ont ouvertement manifesté leur mécontentement devant la faiblesse de l'engagement gouvernemental.

La prise en compte de tous les intérêts pourrait conduire à l'enlisement définitif d'un processus de règlement pourtant capital pour le territoire à la fois innu et québécois. La bonne volonté des communautés innues engagées dans le processus est très fragile. Le moindre recul sur des positions importantes concernant leur projet de société pourrait produire un effet d'implosion interne désastreux pour ces petites communautés marginalisées et aux prises avec de multiples problèmes sociaux. Que ceux qui pensent que le sabotage de la démarche est une voie prometteuse réfléchissent au fait que la relation pourrait se transformer en

incertitude sociale et économique, et même en conflit judiciaire, car le peuple innu a irrémédiablement des droits ancestraux sur le territoire qu'il fréquente et utilise depuis des temps immémoriaux! La gent politique le sait très bien.

Souhaitons que les promesses, le bon sens et la sagesse des députés l'emporteront et que les Innus sauront

se regrouper en une nation forte et solidaire dans le changement.. La commission parlementaire a donné lieu à une amorce de débat national sur cette question. Ce débat reste à poursuivre. L'éducation du grand public constitue de toute évidence la clef de voûte. ●

Le plan Dion : symptôme du mal canadien

Dans l'arsenal fédéral, le bilinguisme a toujours servi d'arme idéologique pour contrer toute reconnaissance d'une nation française en Amérique

MARCO VEILLEUX

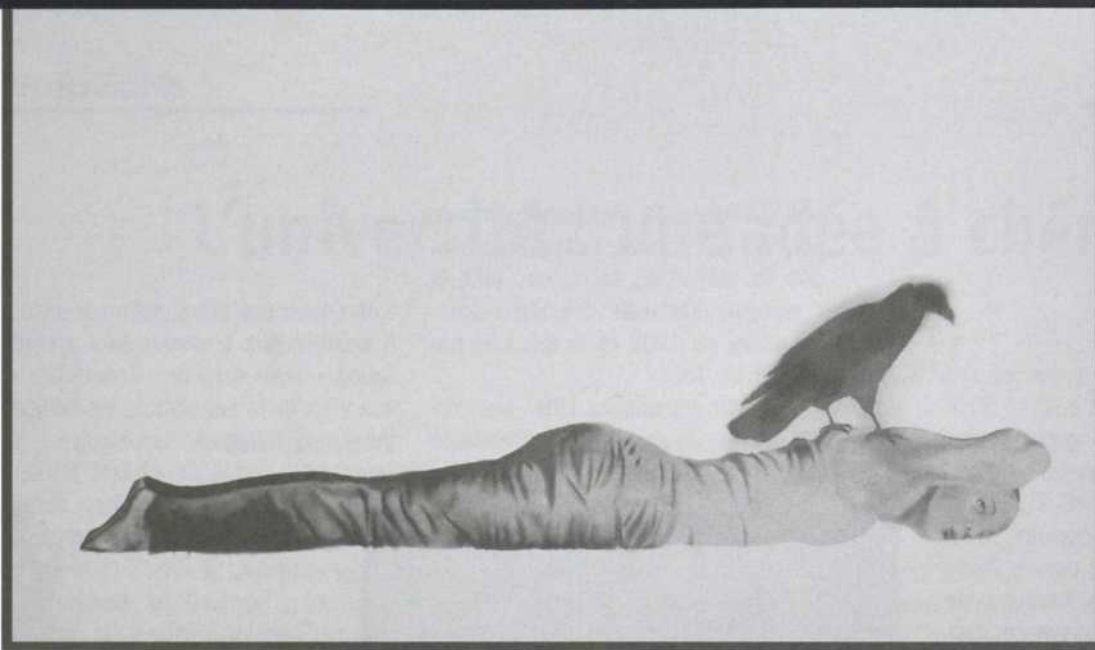
En mars dernier, le ministre responsable des langues officielles, Stéphane Dion, dévoilait un plan de relance de la dualité linguistique canadienne doté d'un budget de 751 millions de dollars. Cela ramenait le financement à peu près au niveau où il était en 1993, avant les coupures draconiennes faites par le fédéral dans sa poursuite du « déficit zéro ».

Pour promouvoir les langues officielles, le plan Dion s'engage dans trois secteurs précis : l'éducation, le développement des communautés et la fonction publique. Il prévoit aussi un « cadre d'imputabilité » permettant d'évaluer l'action et les résultats obtenus par les ministères et organismes fédéraux concernés par ces secteurs.

Dans sa préface au document (que l'on peut consulter sur le site du Bureau du Conseil privé au www.pco-bcp.gc.ca), le premier ministre Chrétien affirme : « Lorsque le gouvernement du Canada a institué la politique des langues officielles, il y a 30 ans, il

était animé par un désir d'équité et inspiré par le rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. » Cette affirmation est irrecevable.

En effet, loin de s'inspirer de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme, la Loi sur les langues officielles (promulguée en 1969) incarne plutôt son détournement. En séparant la langue de la culture, le gouvernement de Pierre-Elliott Trudeau voulait absolument désamorcer toute charge politique inhérente à la reconnaissance de la dualité linguistique. Contrairement à la vision de Laurendeau-Dunton, il a donc « abstrait » la langue de la culture, la réduisant ainsi à un instrument de communication qui ne concerne plus une « communauté politique et historique » (le peuple ou la nation française d'Amérique) mais bien plutôt des « locuteurs » dotés de droits linguistiques (les francophones). Cette « instrumentalisation » se reflète dès les premières pages du plan Dion, où la langue est définie comme un outil de communication pouvant offrir un avan-



tage concurrentiel dans une économie du savoir et de l'innovation. Elle se reflète aussi au chapitre 6, où l'on parle des « industries de la langue », avec des concepts aussi vaseux que celui des « technologies langagières ».

Il est essentiel de se souvenir de cette « histoire » pour lire et interpréter ce plan d'action. En émules de Trudeau, messieurs Chrétien et Dion perpétuent l'idéologie qui fonde, depuis plus de 30 ans, autant la politique fédérale sur les langues officielles que la politique générale d'Ottawa à l'égard de la spécificité québécoise. Dès lors, il n'est pas surprenant de constater que ce document n'a rien à dire sur la culture. Contre toute logique, il ne fait pas de cette dernière un axe de promotion du français. Si une telle aberration a

été dénoncée avec courage par certains, il n'en demeure pas moins que la majorité des leaders des communautés francophones hors-Québec assument cette vision sans aucune critique. Tombés, comme le disait le sociologue Hubert Guindon, « dans la souricière que leur a tendue le régime de Trudeau, celle des subventions aux *minorités officielles* », ils jouent leur rôle dans la stratégie fédérale de *Nation building*. Comment leur reprocher, eux pour qui le rêve d'un Canada bilingue représente le seul garant de leurs droits et de leur survie? On s'interroge cependant sur l'avenir de ce rêve lorsque le recensement de 2001 indique que la population de langue maternelle française au Canada (en dehors du Québec) n'est plus que de 4,4 %?

L'histoire des 30 dernières années démontre que les aspirations constitutionnelles des francophones en milieu minoritaire et celles des francophones du Québec tendent à s'opposer : c'est là une des sources du « mal canadien ». Les uns se définissant comme une minorité dotée de droits linguistiques au sein d'une unique nation multiculturelle canadienne; les autres se définissant plutôt comme la majorité nationale du seul État francophone en Amérique du Nord. Stéphane Dion, après Jean Chrétien et Pierre-Elliott Trudeau, connaît très bien l'avantage politique qu'il peut tirer de cette divergence de vue. Son plan l'illustre parfaitement. ●

MARC SEGUIN, *FEMME ET VAUTOUR*, FUSAIN ET HUILE SUR TOILE, 2003

Privatisation au Salvador

La grève des médecins et des travailleurs de la santé, qui sévit depuis septembre 2002 au Salvador, est une lutte courageuse pour s'opposer à la privatisation du système de santé par le gouvernement, à l'instigation du FMI et de la Banque mondiale. Une bonne partie de la population y voit une question de vie ou de mort

DENYSE BRUNET

Comme dans d'autres pays d'Amérique latine, le système de santé du Salvador s'organise autour de trois piliers : le secteur public (le ministère de la Santé et de l'Assistance publique), le secteur de la sécurité sociale (l'Institut salvadorien de Sécurité sociale, qui dépend du ministère du Travail) et le secteur privé. Le secteur privé couvre 10 % de la population dont les revenus sont assez

L'AUTEURE EST DIRECTRICE DE EQUIPO MAIZ, ORGANISME D'ÉDUCATION POPULAIRE AU SALVADOR



élevés pour se payer un rendez-vous chez le médecin à 20 ou 30 \$US, alors que le salaire minimum mensuel – quand il est respecté – est de 144 \$US, en ville, et de 98 \$US, à la campagne. Le secteur de la Sécurité sociale couvre 20 % de la population. Pour y avoir accès, il faut disposer d'un emploi formel. Ce n'est pas le cas de la majorité, car le Salvador est un pays qui compte un taux de chômage officiel de 10 % et un taux d'emplois précaires de plus de 60 %.

On se trouve donc devant un système de santé déficient, réservé à un petit nombre et utilisant mal le peu de ressources dont il dispose. Le pourcentage d'investissement de l'État dans le système de santé est de 27 %, tandis qu'il est de 71 % au Canada. Or, le Salvador est un pays où le taux de mortalité d'enfants en bas âge est de 34 pour 1000 (au Canada, 6 pour 1000) et celui des enfants de moins de 5 ans de 40 pour 1000 (au Canada, 7 pour 1000). Le taux de mortalité maternel, quant à lui, atteint les 300 pour 100 000 (au Canada, 6 pour 100 000).

L'argument officiel du gouvernement est clair : puisque le système de santé est déficitaire et mal géré, il faut le privatiser. Ainsi, en s'assurant le financement du système, on espère améliorer automatiquement sa qualité. Mais les motifs sont à chercher ailleurs.

Comme pays sous-développé, le Salvador a besoin de recourir aux prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Or, ces deux organismes posent des conditions à l'application des programmes d'ajustement structurel, notamment les privatisations et la réduction des dépen-

ses publiques. De nombreux services ont déjà été privatisés, dont l'exportation du café et du sucre, en 1989, la compagnie nationale des télécommunications, en 1998 et la monnaie nationale, en 2001.

À partir des années 1990, les « organisations de soins gérés » (*managed care organizations*) et les fonds d'in-

a opté pour une privatisation déguisée. Il n'utilise pas le terme de « privatisation », mais celui de « concession ». Aux yeux de la population, les édifices (hôpitaux, cliniques, laboratoires) ne seront pas vendus. Cependant, les services qui y sont offerts seront entre les mains d'entreprises privées.

Le Collège médical du Salvador dénonce la privatisation du système de santé comme étant une des bases de la plate-forme que l'Association nationale de l'Entreprise privée (ANEP) a dévoilée lors d'une réunion annuelle, en 2002. Cette privatisation est déjà en marche parmi les services de surveillance, de nettoyage, de restauration, d'ambulance; les médicaments; les laboratoires cliniques et l'administration de cliniques communales. Récemment, le Collège médical a démontré que les services de soins spécialisés d'ophtalmologie avaient été achetés à l'hôpital privé, dont le ministre de la Santé est propriétaire.

Certes, le système de santé du Salvador devait être réformé. C'est pourquoi le Collège médical et de nombreuses organisations qui travaillent depuis des années dans ce secteur ont élaboré une proposition de réforme intégrale de la Santé, présentée dès 2000 au gouvernement. Or, l'approbation de cette réforme se heurte non seulement au manque de volonté politique du gouvernement salvadorien, mais aussi aux pressions des organismes de financement internationaux. La lutte n'est pas facile. Jusqu'à présent, les organisations corporatives du mouvement social et du secteur de la santé, avec le soutien d'une partie de la population, ont tenu bon. ●



LINO, LA RENCONTRE, 2003

vestissement ont rapidement envahi les marchés d'Amérique latine. Même si la privatisation n'entraîne pas nécessairement l'introduction de soins gérés, les deux vont souvent de pair. Ils recourent à la participation de compagnies d'assurance américaines et à d'autres entreprises multinationales.

Ainsi, la lutte contre la privatisation des services de santé, qui rend ces services inaccessibles à la grande majorité, est une question de vie ou de mort. Le problème est d'autant plus grave que le gouvernement salvadorien

L'université : une idée à chérir

ANDRÉ BROUILLETTE

L'éducation de la jeunesse est une préoccupation essentielle pour toute société. Si la Grèce antique a vu naître l'académie et le lycée, c'est le Moyen Âge qui a engendré l'*universitas*. L'institution a bien changé depuis, mais il n'en demeure pas moins qu'un ressourcement gréco-latin lui permettrait de retrouver une certaine jouvence, ou peut-être, plus humblement, de ne pas céder aux sirènes marchandes...

L'*universitas* était une communauté. Communauté de ceux qui cherchent la vérité. Toutes les vérités. Communauté de vie, communauté intellectuelle. Héritière des écoles-cathédrales (nous en avons conservé les chaires), l'université est aussi l'héritière de ces sociétés savantes du XVII^e siècle inspirées par la *Nouvelle Atlantis* de Bacon. Universalité. Les cours étant gratuits, l'accès en était donc aisé pour ceux qui s'étaient rendus jusque-là. L'université était imprégnée de religieux. La faculté de théologie n'en était-elle pas le couronnement et la gloire? Même l'*Encyclopédie* de Diderot le reconnaît, « la plupart de ces établissements destinés à l'instruction de la jeunesse ont toujours été confiés aux personnes consacrées à la Religion [...] », depuis les mages perses jusqu'aux moines. Si les Lumières reconnaissent cette emprise du religieux sur l'éducation, c'est peut-être qu'elles reconnaissent l'empreinte du sacré dans toute quête véritable de l'homme. Portée par cet idéal, l'université ne voulait pas que proposer des savoirs. Elle faisait aspirer à un idéal transcendant la finitude de notre personne. Elle offrait un art d'être. En contemplant l'Être, l'être se

forme, se transforme. Il s'éduque. Il ne s'entraîne pas simplement en vue de son éventuelle occupation. Formation, *training*.

Peut-on rester indifférent lorsque l'on encense le rétrécissement de nos horizons aux besoins du marché? L'université n'a pas à former des employés. Ni des consommateurs. Elle doit former des citoyens, des hommes et des femmes qui voient au-delà d'eux-mêmes. Et qui se reconnaissent comme membres d'un corps, social et spirituel. Jamais le marché ne pourra le faire.

Indépendance. Liberté universitaire. Au Moyen Âge, l'université était un pouvoir, au même titre que l'Église

Le rôle de l'université est d'engendrer la société à elle-même. Elle doit la provoquer, la remettre en question, la faire progresser.

ou l'État. Sa liberté n'était pas faite de chimères, elle s'incarnait dans cette position inconfortable entre deux pouvoirs plus grands qu'elle, deux pouvoirs avec lesquels elle traitait constamment. L'université ne doit pas s'assujettir à un autre.

Max Weber, dans un essai sur la vocation du savant, remarquait déjà, au début du siècle dernier, que l'université américaine différait de son homologue européenne en ce que l'étudiant du Nouveau Monde achetait les cours de ses professeurs, comme sa mère achète des choux au marché. Cet écho nous semble familier. Marché du savoir. Employabilité. Cour aux grands donateurs. L'université se vend parfois une salle à la fois. Le droit à l'éducation? Une hérésie pour plusieurs, qui voient dans le monde universitaire un grand marché capitaliste ouvert à tous... ceux qui en ont les moyens. Les

frais de scolarité modérés du Québec peuvent nous faire oublier que partout ailleurs au Canada, la bataille pour une éducation post-secondaire accessible est mal engagée. Tout ce qui a de la valeur se paie. Ainsi en est-il de l'éducation, disent-ils. Alors, peut-être, notre société devrait-elle choisir de continuer à assumer le coût de l'indépendance de l'université?

Engendrer. Platon n'était pas qu'un homme sage, c'était une sage-femme. La maïeutique philosophique était sa façon de faire naître à eux-mêmes ses interlocuteurs. Le rôle de l'université est d'engendrer la société à elle-même. L'université doit la provoquer, la remettre en question, la faire progresser. Il ne s'agit pas d'imaginer cette société *in abstracto*, mais de la réformer concrètement. Engendrer des citoyens. Mais tout engendrement appelle un travail. Labeur des disciplines « inutiles », qui contribuent de façon mystérieuse au changement du monde. Labeur de la recherche, qui trouve d'autant moins qu'elle est sérieuse et doit baliser des chemins inexplorés. Labeur auquel les étudiants doivent consentir, médiations parfois longues, souvent incomprises. Alors que l'immédiateté, la haute vitesse sont portées aux nues, un retrait est nécessaire à la pensée, une méditation. Une gestation. Et l'attente d'une éclosion, peut-être.

L'université est un idéal, une idée à chérir, un appel à entendre, à poursuivre. ●



L'AUTEUR, JÉSUITTE,
EST ÉTUDIANT EN
HISTOIRE À
L'UNIVERSITÉ
DE TORONTO

L'art à l'œuvre

JEAN-CLAUDE RAVET

Des œuvres d'artistes accompagnent, depuis un certain temps, *Relations*. Ce n'est pas par souci d'esthétisme ou pour faciliter la lecture. Nous croyons à la puissance de la parole et du regard des artistes sur le monde. Manifestation d'une manière de voir, de dire, de sentir, dont toute réflexion critique, toute résistance et toute action collective devrait se faire la compagne dans la transformation de la société. Cette tâche ne peut être embrassée pleinement que dans une amitié avec le monde, tissée de conversations ininterrompues, de gestes de tendresse, de souci et de responsabilité indéfectibles à son égard, dont atteste l'œuvre de l'artiste.

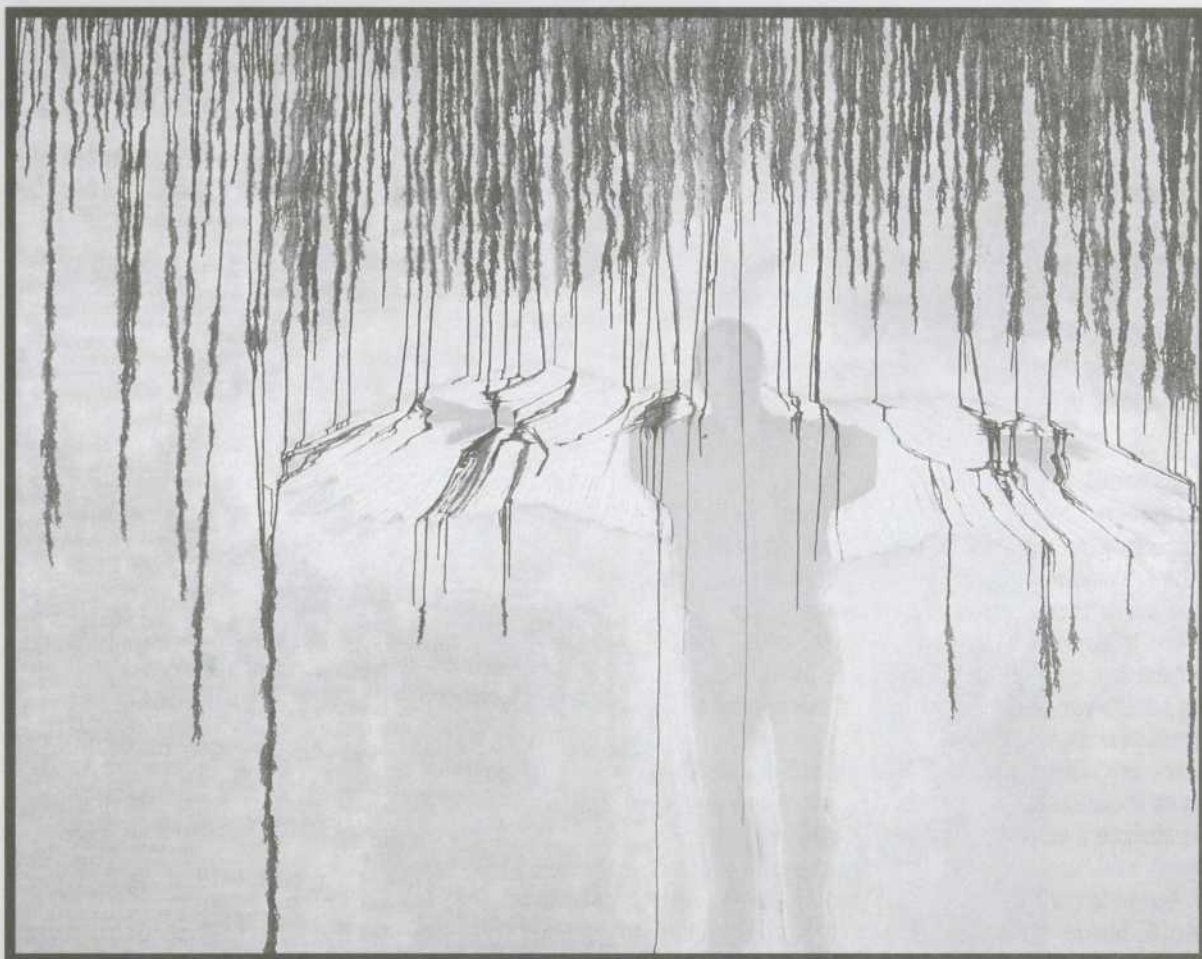
Non que l'artiste et l'art lui-même ne participent, à leur manière, au bon fonctionnement de la vaste entreprise que devient le monde. L'art, plus que jamais, se vend et fait vendre. Mais il demeure, contre vents et marées, « manifestation irrécusable de la liberté » selon Patocka, invitation à faire du monde et de sa propre vie une œuvre d'art humaine. Les quatre artistes en art visuel, familiers de la revue, rendent témoignage de cette quête ardue d'authenticité, dans *L'autre regard*.

L'imaginaire est une dimension fondamentale de l'existence humaine. Les artistes le portent à la conscience et font mémoire d'un art d'exister dans lequel l'action est sœur de l'imaginaire. Méconnaître cette dimension conduit à abdiquer devant « le pouvoir écrasant de la réalité », comme le dit Adorno, et à acquiescer au délestage, telle une peau morte, d'une présence sensible au monde, délestage que promeut la raison instrumentale autosuffisante, centrée sur le rendement, la productivité et le profit.

L'art brouille, embrouille l'évidence, l'immédiateté du regard. Il fait apparaître la face cachée du monde. Sans la dévoiler. Cette apparition crée un vertige salutaire qui fait perdre pied : le sol s'ébranle, la solidité du réel « objectif » se fluidifie et, dans cet ébranlement des sens, le sens s'immisce insaisissable, problématique, opaque, portant la trace d'une transcendance au cœur de l'existence. En montrant ce qu'il voit, l'artiste montre qu'on ne voit pas tout. Et que ce « reste » ouvre un monde où se meuvent la liberté et la justice, la beauté, le partage et la fête. Les mots ne recouvrent plus les choses comme un vêtement la nudité, ni n'effacent l'ombre qui traîne derrière ce qu'ils désignent. La parole n'est plus simplement communication mais expérience sensible. Expression. Dont il faut réapprendre le langage, en se taisant, en en parlant, en laissant monter de soi cette parole étrangère qui nous habite et qui constitue notre condition fragile d'humanité.

Il y a une parenté entre l'art et le politique, sans qu'ils soient réductibles l'un à l'autre. De la sauvegarde des deux dépend la capacité humaine de poétiser le monde, d'arracher les choses et les êtres à la servitude d'être utiles et efficaces. Le génie de l'art est de provoquer la remémoration de la vie comme aventure commune, élaboration d'un monde commun, dont le matériau de base est le langage – signe, parole, mot, couleur, geste, son. Le politique s'érige sur cette fondation symbolique, déjoue le destin « naturel » et muet, institue des normes, trace des repères, signe des pactes et noue des promesses. L'article de Jean Pichette, *La dernière (s)cène*, montre bien que la perte du politique n'est pas étrangère à l'anesthésie des sens, qu'insinue le positivisme ambiant. Car la citoyenneté creuse son nid dans l'expérience d'une fêlure dans le réel, qui laisse à vif le monde dans ses médiations symboliques et qui fonde la tâche humaine de création, d'interprétation, d'institution.

Il n'est pas étonnant que ceux qui ont cherché de tout temps à imposer un ordre incontestable, s'en soient pris aux artistes, pour les faire taire ou les embrigader. Scandale à leurs yeux que cette création qui dévoile précisément ce qu'on veut occulter, ce dont on méprise l'existence et dénie la dignité. L'art, en ce sens, a des affinités avec la gauche, puisque



MARC SEGUIN, ANGE,
HUILE SUR TOILE, 2003

cet « autrement du monde » ne cesse de venir à la rescousse des bafoués, des spoliés et des sacrifiés d'une histoire officielle qui couvre du voile de l'ordre naturel des choses la misère et l'injustice. Par sa contestation de ce qui est, par son attention aux possibles, par le désordre qu'il sème au sein de l'ordre.

L'art, et particulièrement l'art populaire à travers ses poètes, ses chansonniers, ses conteurs et ses peintres, porte les rêves des classes populaires de faire mentir la réalité, l'espoir que celle-ci soit grosse de possibles, d'une vie belle et digne. Le conteur y a une place de choix, comme nous en convaincra l'article d'Anouk Bélanger, *Espaces contés*. En enchantant le quotidien, les recoins familiers du chez-soi, les lieux banalisés et désavoués des petites gens sans « importance », sans titre, sans pouvoir, il ne fait pas autre chose que de libérer de l'emprise d'un univers saturé de marchandises, de valeurs insignifiantes, l'existence vécue comme n'ayant « pas rapport » et de lui restituer son pouvoir d'imagination et de création.

Du fond de l'œuvre d'art se fait entendre l'appel à devenir artiste.

« Dans les années terribles de "l'éjovchtchina", j'ai passé dix-sept mois à faire la queue devant les prisons de Leningrad. Un jour, quelqu'un a cru m'y reconnaître. Alors une femme aux lèvres bleuâtres qui était derrière moi et à qui mon nom ne disait rien, sortit de cette torpeur qui nous était coutumière et me demanda à l'oreille (là-bas, on ne parlait qu'en chuchotant) :
– Et cela, pourriez-vous le décrire?
Et je répondis :
– Oui, je le peux.
Alors, une espèce de sourire glissa sur ce qui avait été jadis son visage. »

1^{ER} AVRIL 1957, LENINGRAD. ANNA AKHMATOVA, *REQUIEM*.

L'autre regard

Quatre artistes en art visuel bien connus de *Relations* – trois peintres et une photographe – ont accepté de participer à une table ronde organisée par la revue pour réfléchir au sens qu'ils donnent à leur engagement, à partir de leur expérience personnelle. Nous les en remercions vivement.

L'engagement de l'artiste

Josée Lambert : Nous sommes tous les quatre des spécialistes du regard. Le premier mot qui me vient à l'esprit pour parler de l'engagement est celui d'authenticité et son corollaire : ne pas tricher. Il m'est arrivé à quelques reprises de sentir que je pouvais avoir un pouvoir d'envoûtement. Un engagement sain est de ne pas abuser de ce pouvoir sur ceux qui sont séduits par ce que nous faisons. C'est très dur de ne pas perdre sa boussole intérieure.

Je suis une artiste engagée et non une artiste militante. Faisant du documentaire en photographie, je travaille avec le réel. Je cherche à dévoiler un espace de solidarité entre des personnes, à en faire un tout ou un fragment pour le communiquer. Quand je parle d'espace de solidarité, je parle aussi d'espace de liberté. Là, tout se complique. Il y a certaines zones qui sont des champs minés. Ces mines sont les partis politiques, les tendances idéologiques qui auraient tout intérêt à récupérer ce que nous faisons, particulièrement dans les moments de conflits. Quand nous avons identifié l'endroit

Quand nous avons identifié l'endroit où sont les mines et le fait que nous pourrions être récupérés, nous nous apercevons que l'espace de liberté est très petit. J.L.

où sont les mines et le fait que nous pourrions être récupérés, nous nous apercevons que l'espace de liberté est très petit. C'est dans cet espace-là qu'il faut arriver à travailler.

Stéphanie Béliveau : Certains décident de faire un art volontairement engagé, en parlant des grands débats de la société. Je me situe complètement à l'inverse. Je cherche à être la plus personnelle possible, car je crois pouvoir atteindre ainsi un propos plus universel. L'art n'est engagé que s'il témoigne d'une honnêteté et d'une intégrité chez l'artiste, qualités très difficiles à garder dans le monde artistique actuel. Une immense pression tente de nous faire sortir de notre désir fondamental de faire de l'art. Il faut résister à ces pressions, aux valeurs de rentabilité de la société nord-américaine; il faut résister à la compétition culturelle internationale des

« olympiques des arts visuels ». Le marché de l'art est très puissant, il nous influence énormément, surtout quand nous avons choisi la peinture comme médium. Choisir la peinture et le dessin, c'est vraiment entrer dans la résistance, faire le choix de la précarité et de la survie.

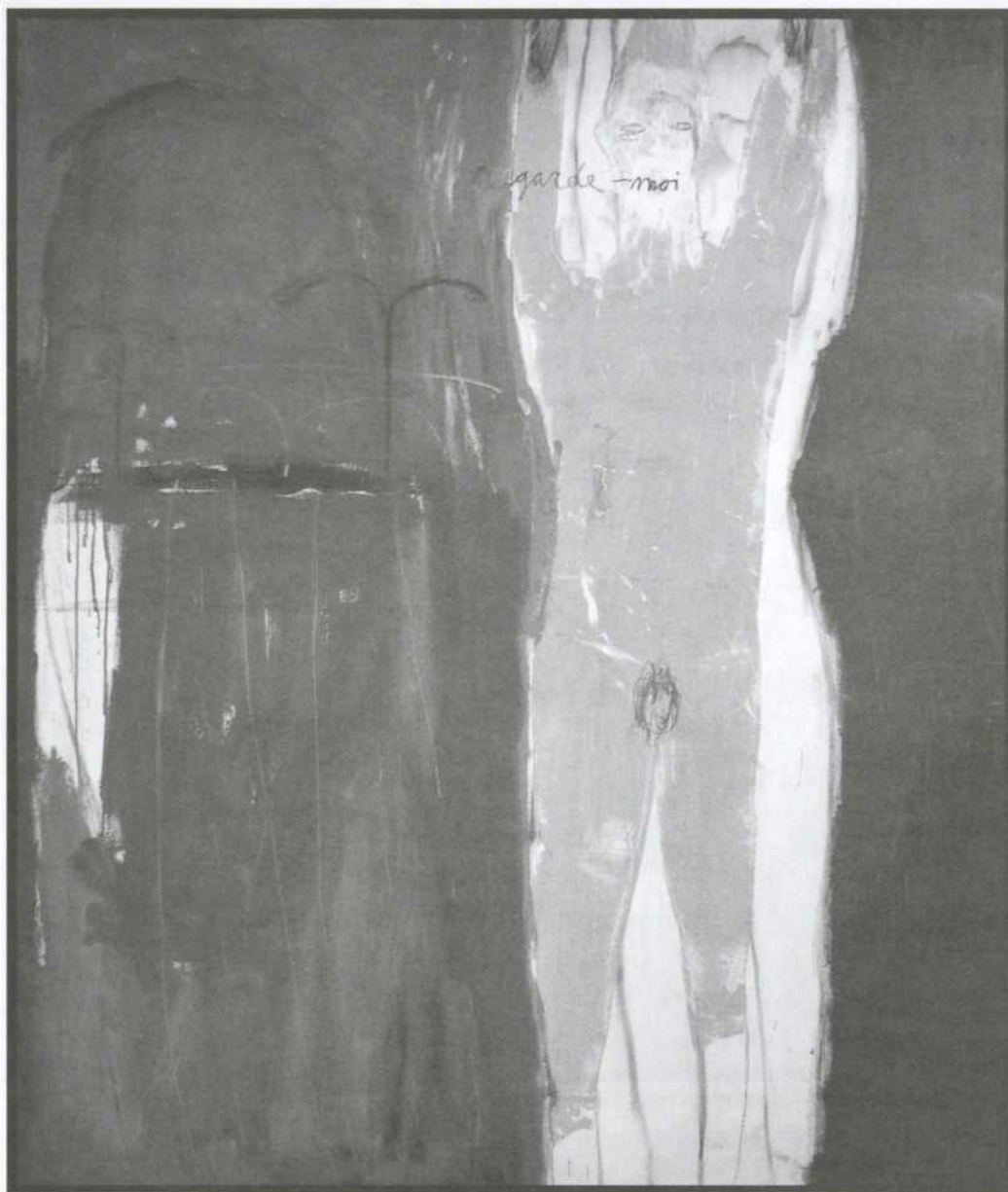
Marc Seguin : Nous cherchons à pousser certaines limites, à défricher des terrains qui ne sont pas encore pavés. Il est facile de tomber dans certains pièges. Mon plus grand ennemi n'est pas le milieu, c'est moi-même. Nous pensons que nous émettons des choses qui peuvent intéresser les autres. Cela ne sert à rien de travailler dans le sous-sol. Nous avons besoin d'un public. Mais l'émetteur qu'est l'artiste est aussi un

Je me sens comme un moustique dans une chambre. Le pouvoir des artistes est de cet ordre. L'art nous tient éveillés. L.

humain. Dans ce sens, l'engagement doit être total et quotidien. Il tient d'une véritable profession de foi. Ce n'est pas une formule que je signe une fois pour toutes, c'est un engagement à renouveler chaque jour.

Lino : Quand on choisit d'être un artiste, on ne s'engage pas, cela vient tout seul. Il s'agit d'un éveil aux petites choses du quotidien; à la poésie; à une perception différente des couleurs, des émotions, des gens, qui établit un certain rapport à la vie. Le premier engagement d'un artiste, c'est d'être artiste, de dire et de voir ce que d'autres ne voient pas et ne disent pas. Mon rapport à la peinture est d'abord un rapport intime, il répond à une nécessité personnelle. Ce n'est que dans un deuxième temps que l'art s'inscrit dans une démarche sociale. Le monde actuel manque fondamentalement de poésie. Le bruit est tellement intense que le fait de faire des choses silencieuses est déjà une façon de résister. Nous vivons dans une telle surabondance d'images que j'ai besoin de créer quelque chose qui ne bouge pas. C'est pourquoi je choisis la peinture pour m'exprimer. Le peintre, comme tout artiste, se doit d'être honnête avec lui-même. L'image peut servir à dire des choses et j'aimerais que nous prenions le temps de nous arrêter, le temps d'apprivoiser cette autre dimension de l'existence.

Le monde artistique a toujours été un monde parallèle. Certaines formes d'art sont peut-être plus accessibles que d'autres, plus acceptées que d'autres. En peinture, l'art contemporain se trouve dans un certain décalage. Il y a beaucoup de solitude. C'est un saut dans le vide. Plus on tombe, plus on apprend qu'il n'y a pas de plancher et qu'au bout du compte, l'important est de prendre le risque.



LINDO, REGARDE-MOI,
2003

Sur les traces de l'humain

S. B. : Dans la vie, on naît seul et on va inévitablement vers la mort. Qu'on le veuille ou non, notre finitude est là. Les artistes qui m'apportent quelque chose sont ceux qui se tiennent très près de cette source. C'est beau de se situer en ce lieu et d'ouvrir des chemins.

Quand les camps de concentration ont été libérés, à la fin de la Deuxième guerre mondiale, on a trouvé des petits bricolages en papier, des brindilles, de courts poèmes. Les prisonniers qui vivaient dans des conditions de détresse psychologique, émotive et physique intense trouvaient l'énergie ou le goût de faire un petit geste gratuit, après des heures de travail à l'extérieur dans un froid glacial. Faire quelque chose pour se sentir encore humain, comme un geste de liberté, une affirmation d'existence. C'est la fonction fondamentale de l'art. L'approche psychanalytique dit qu'à travers l'art, l'artiste essaie de résoudre des problèmes, du moins de satisfaire des

pulsions. Quand nous regardons une œuvre, nous suivons ce processus de sublimation de l'artiste. Cela nous donne la conscience de tous nos possibles.

L. : La société contemporaine cherche à nous faire perdre ce rapport à la vie et à la mort, à nos limites. Elle propose plutôt une sorte de sommeil qui fait écho à notre instinctive paresse. Le monde irait peut-être mieux si davantage de personnes en prenaient conscience. Trop peu de gens sont préparés à faire face à cette grande solitude. En peinture, il y a un retour au figuratif qui s'inscrit dans ce rapport à l'existence. Nous avons besoin d'une présence humaine. C'est un rebond de la situation actuelle.

J. L. : Souvenons-nous que l'abstraction en peinture est apparue au moment où la photographie a pris son essor. Mais dans la photographie contemporaine, l'humain a tendance à disparaître. La photo est de moins en moins réelle, de plus en plus transformée sous le diktat de *Photoshop*. Elle n'est plus



JOSÉE LAMBERT,
INTERVENTION N° 1,
QUELQUE PART EN IRAK.
QUE SONT-ILS DEVENUS?

ce qu'elle était, elle meurt. C'est assez tragique. Elle perd son contrat d'authenticité avec le réel, son pacte avec l'humanité. C'est peut-être la raison pour laquelle la figuration revient en peinture.

S. B. : Ce qui meurt, ce sont justement les signes de finitude : les rides, la mollesse, etc. On fait disparaître ces traces grâce au nouveau médium technologique. L'art devient de plus

Quand on décide d'accepter la dureté de la vie, soudainement l'intensité de vivre devient très grande. Les moments de bonheur sont intenses. S.B.

en plus propre et aseptisé. Nous ne voulons pas voir. Nous ne voulons pas savoir le tragique de notre condition humaine.

L. : La souffrance n'est pas une mode. Si elle est présente en ce moment, c'est qu'elle traduit un réel étouffement. Dans ce que nous faisons, nous exprimons notre rapport avec une humanité prise dans une situation inconfortable. C'est une

forme de contestation, de résistance qu'on ne saurait percevoir sans la ressentir profondément.

M. S. : Curieusement, il n'y a jamais eu autant de musées et l'art contemporain n'a jamais été aussi populaire dans l'histoire de l'humanité. L'art répond dans une certaine mesure à l'envie de croire en quelque chose. Personnellement, je vais dans les églises et dans les musées comme touriste spirituel. Je veux retrouver un espace de recueillement qui n'existe pas ailleurs. Un musée est un endroit où l'on est seul avec soi. On peut y aller en groupe, mais on ne se parle pas. J'y trouve une beauté intérieure.

S. B. : Le fait d'avoir évacué la religion de la société fait qu'il nous manque quelque chose par rapport au sens de la vie, de la souffrance et de la mort. La seule façon de nous remettre en contact avec cela, c'est l'art. L'art et la religion sont d'ailleurs inextricablement liés.

L. : Les musées d'art au Québec n'échappent pas à la logique du spectaculaire. Ils ont très bien compris ce qui attire les gens. Mis à part quelques grands noms déjà surmédiatisés, il y a très peu d'initiatives pour favoriser l'émergence de la peinture ici.

Le pouvoir de l'art

M. S. : L'œuvre la plus engageante qui pourrait exister politiquement, ce serait d'exposer un simple miroir. Les gens passeraient devant, certains s'arrêteraient pour se regarder et aussi pour regarder ailleurs. Ils découvrirait alors qu'ils ne peuvent voir quelque chose que s'ils se voient eux-mêmes. Ainsi, l'art permet de ne pas contourner la réalité. L'art empêche l'évitement ou la fuite. Il projette une lumière sur la souffrance, montre qu'elle a toujours été là et qu'on veut l'oublier.

L. : Personnellement, je me sens comme un moustique dans une chambre. J'ai la force du moustique, c'est-à-dire que je peux empêcher quelqu'un de dormir toute une nuit. Le pouvoir des artistes est de cet ordre. L'art nous tient éveillés.

S. B. : Le travail dans l'atelier est exigeant, douloureux. Je ne crée pas dans la facilité. J'accumule les taches, les cicatrices, ou les traces de souliers, et je travaille dessus. Je pense à des sujets que j'aime, qui m'émeuvent et non à ce que j'ai envie de dire. Une grande joie surgit quand des gens sentent que le cheminement a été très dur, que l'œuvre à regarder est une solution heureuse qui aide à construire son histoire, à réparer ses difficultés.

Ils étaient trente-neuf et un

VIRGINA PÉSÉMAPÉO BORDELEAU

Ils étaient trente-neuf et un sous l'arbre sacré de la paix.

Des mâts totémiques marquant la présence humaine
d'avant l'Amérique.

Le frère rouge vit encore.

L'or soyeux des castors a coulé
L'or rugueux des forêts dilapidées
L'or liquide de l'eau convoitée
Le commerce dure toujours.

Aurons-nous un jour la sagesse
de signer un traité de paix
avec les os du caribou qui blanchissent au loin?

La terre, comme un ventre bleu roulant dans l'espace
Se meurt de ses enfants.

L'ours blanc viendra du Sud
Ses griffes sur le sein de l'abeille porteuse de miel.

Aurons-nous un jour la chance
de signer un traité de paix avec la Terre?

Ils étaient trente-neuf et un sous l'arbre sacré de la paix.

L. : Je suis fasciné de voir à quel point nous sommes capables d'aller voir un film très dur, de lire un livre très noir ou d'assister à une pièce de théâtre très sombre, mais incapables d'accueillir une peinture qui nous met en face de la réalité, celle que nous ne voulons pas voir. En règle générale, nous préférons que les œuvres d'art soient décoratives. Les autres,

Une œuvre peut nous hanter, comme une empreinte. Les images font appel à quelque chose d'immédiat. Elles précèdent les mots. M.S.

celles qui ont des choses à dire, sont exposées dans un musée; de cette façon elles ne nous dérangent pas.

S. B. : Voir quelque chose de très dur n'est pas déprimant. Quand on décide d'accepter la dureté de la vie, soudainement l'intensité de vivre devient très grande. Les moments de bonheur sont intenses. Les petites choses quotidiennes prennent une valeur incroyable parce qu'on sait qu'il faut en profiter. Tant qu'on essaie de fuir la tristesse, comme cela se passe dans notre société, il n'y a pas d'issue, il ne reste que la peur et l'angoisse inconsciente. C'est pourtant à partir de cette tristesse qu'on se libère. La vie est très dure et bien des gens se salissent encore les mains – les éleveurs porcins, les chirurgiens, les éboueurs, les préposés à l'entretien, et parfois les artistes – mais la vie est belle aussi.

M. S. : Une œuvre peut nous hanter, comme une empreinte, car elle concerne des paramètres différents des paramètres de l'écriture. On a affaire à un langage complètement différent du langage verbal. Les images font appel à quelque chose d'immédiat. Elles précèdent les mots.

L. : On nous demande toujours d'expliquer notre démarche avec des mots. C'est l'exemple type de notre insécurité devant le langage artistique. Si un artiste choisit de peindre ou de prendre des photos, il y a de bonnes chances pour que l'écriture ne soit pas son mode d'expression privilégié! C'est comme si le langage était toujours supérieur à l'image. Tout est chapeauté par le langage verbal, alors que le langage visuel témoigne aussi d'une intelligence. D'où l'importance d'enseigner le code, de sensibiliser les gens à une autre perception du réel.

S. B. : L'art visuel se présente souvent d'une façon tellement arrogante et élitiste que les gens ont peur de ne pas comprendre. Ta propre expérience devant une œuvre est aussi valable que celle d'un professeur d'histoire de l'art. C'est toujours une opinion personnelle, même si tu réagis par un rejet total. Chacun est seul devant l'œuvre, comme chacun est seul

L'AUTEURE, D'ORIGINE
CRIE, EST PEINTRE
ET INSTALLATIONNISTE.

dans la vie. Devant mon travail, les gens me proposent souvent des lectures auxquelles je n'avais pas du tout pensé. Certains se sentent gênés d'entrer dans les galeries d'art parce qu'il y a beaucoup d'arrogance dans ce monde, gênés de ne pas savoir comment s'exprimer avec les bons mots. Ils n'ont peut-être pas le langage spécialisé, mais ils ont tout ce qu'il faut pour comprendre, pour ressentir quelque chose.

J. L. : C'est presque un choix politique de faire de la figuration, parce que c'est décider de garder un premier niveau de lecture qui tente d'interpeller le réel.

L. : Cela ne représente pas vraiment une entrave à ma propre liberté. Pour moi, c'est plutôt une façon de ne pas m'éloigner. Je cherche à rester dans un univers accessible. Malgré cela, je constate la difficulté qu'ont les gens à élargir leur perception, à se laisser envahir par la poésie, par la

fragilité, par exemple. Nous comprenons plein d'autres langages abstraits (les mathématiques), mais le langage de la peinture effraie. En fait, nous avions à la naissance toute la sensibilité qu'il fallait pour le comprendre. Seulement, de nos jours, la sensibilité n'est peut-être pas la plus gagnante des qualités.

M. S. : Les œuvres d'art servent de filtre pour le temps dans lequel nous vivons, elles jouent le rôle de baromètre. C'est ce filtre-là que je mets en place pour laisser des choses qui tiennent la route. J'essaie de communiquer, de transmettre des données sur le temps dans lequel je vis, mais par des images. C'est la même chose que ce que la parole tente de faire, mais à un autre niveau.

L. : Dans une société confortable pour les artistes, nous sentirions-nous aussi nécessaires? ●

(PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-MARIE AITKEN)

La mémoire de la terre et des eaux

VIRGINA PÉSÉMAPÉO BORDELEAU

À titre de commissaire et d'artiste invitée, j'ai lu *Il s'étaient trente-neuf et un* lors de l'inauguration de l'installation « Des mâts totémiques pour la Paix », en août 2001. Ce texte résume mes préoccupations et mon engagement dans la société en tant qu'artiste. Le projet fut initié par *Terres en vues*, dans le cadre des activités de commémoration du 300^e anniversaire de la signature, entre le régime français et trente-neuf nations autochtones, de la Grande Paix de Montréal. Faisant écho aux quarante signataires du traité de la Paix de 1701, quarante mâts totémiques ont été érigés au Jardin botanique de Montréal. Avec la participation de quatre autres artistes autochtones, de lourds troncs d'épinette furent transformés *in situ* en autant d'œuvres d'art s'appuyant sur les éléments centraux de la spiritualité autochtone.

Mes parents découvrirent mes dons à la suite d'un songe évoquant le symbole de la Terre-mère : perchée au sommet d'un tremble, je regarde, terrorisée, un animal inconnu qui rampe au sol. Au matin, je raconte ce rêve à ma mère, l'amérindienne, porteuse d'un savoir ancestral plein de sagesse, mais également porteuse de la peur des pouvoirs occultes.

Je pris une feuille de papier et d'un coup de crayon une tortue apparut. Nous habitons une région où il m'était impossible d'être en contact avec ces reptiles et nous vivions isolés. Je ne fréquenterais l'école que l'année suivante.

Les réactions de ma mère et de mon père furent, je le constate aujourd'hui, déterminantes pour mon cheminement artistique et spirituel. Mon père m'acheta des peintures à numéro, puis des aquarelles et du papier. Quant à ma mère, elle me demanda de ne plus lui raconter mes rêves, car elle les craignait, ne sachant trop si ce potentiel chamanique émanait de

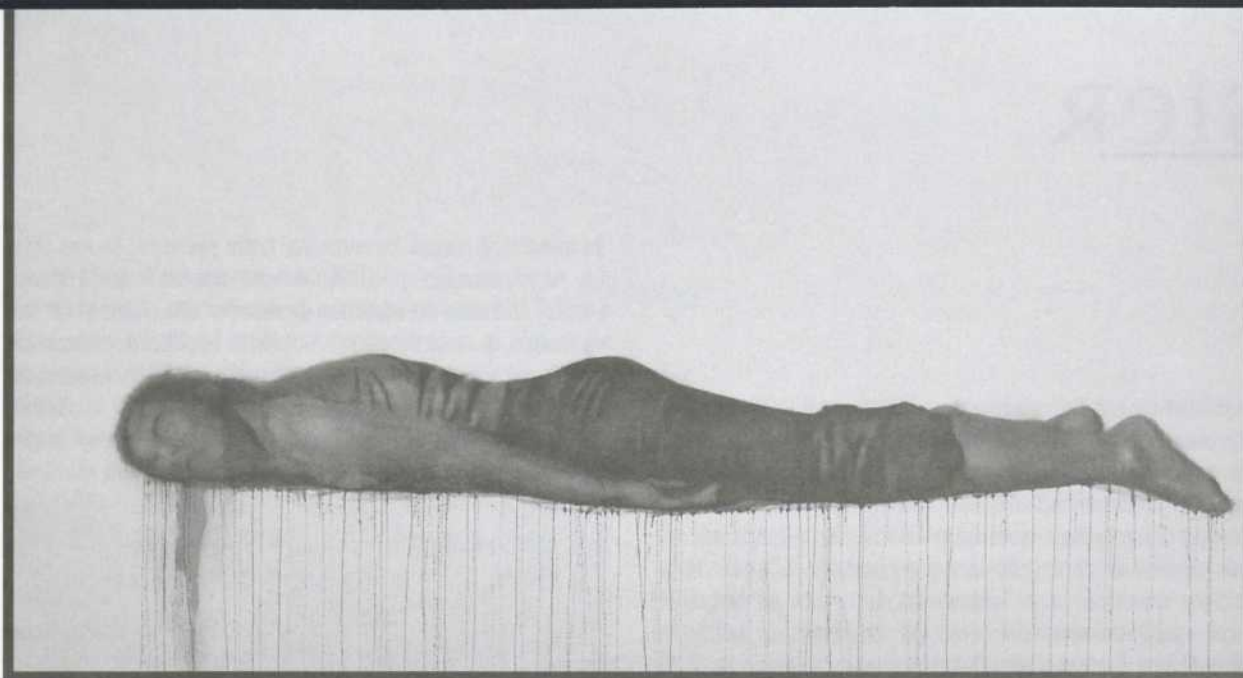
ma personne ou était dirigé contre moi ou contre notre famille. Malgré mon jeune âge, l'art prenait à son point de départ un sens sacré.

Ma démarche sur le thème de l'environnement a commencé en 1990, dans le cadre du projet « Whapmagoustui », une intervention sur les bords de la rivière Grande Baleine. Nous étions une dizaine d'artistes québécois et autochtones qui participions ainsi au débat sur le harnachement du cours d'eau par la Société de développement de la baie James.

Depuis quelques années, en parallèle avec la peinture, je travaille sur le thème des mâts territoriaux et totémiques. Bien que parfois les créations aient une dimension politique par leur rappel de la présence des Premières Nations, en général, elles suscitent dans le public une curiosité pour une culture contiguë mais ignorée. Des mâts furent érigés au Symposium en arts visuels d'Amos, en 1997; au Musée d'art contemporain de Roskilde, au Danemark, en 1998; au Jardin des Tuileries, dans le cadre du Printemps du Québec à Paris, en 1999; au Jardin botanique de Montréal, en 2001 et au symposium « H2O ma Terre » de Carleton-sur-Mer, en 2002.

« H2O ma Terre » traite de la rencontre, grâce à la mer, de deux cultures : celle des ancêtres acadiens pourchassés par les Anglais et celles des Micmacs qui les ont accueilli. L'œuvre touche le thème de l'exil et de l'apport de la mer nourricière pour la survie de ces peuples, mais plus encore, celui de la mémoire de la terre et des eaux qui persiste, malgré les abus de l'humanité.

Mes installations parlent de la ténacité et de la fragilité de cette mémoire et de son langage à l'époque de l'uniformisation des consciences et symbolisent la permanence des anciennes cultures orales. Elles évoquent le sacré des rituels, retracent l'émotion et la fièvre dans la quête de fusion entre l'homme et son environnement et éveillent dans l'esprit du public une soif de spiritualité en latence. Au-delà de leur aspect pittoresque ou « folklorique », elles obéissent à des impératifs bien plus profonds et plus importants que la simple expression plastique.



MARC SEGUIN,
WINDSHIELD WASHER
DRINKER, FUSAIN,
HUILE, COLLE DE PEAU
DE LAPIN SUR TOILE,
2003

La dernière (s)cène

L'artiste, en donnant à voir sa façon de voir, invite à la mise en formes du monde : c'est là son engagement essentiel. L'art n'est pas une pédagogie qui dévoilerait la réalité, mais un appel à habiter le monde, à s'y rendre présent.

JEAN PICHETTE

La cloche sonne. Des larmes de bonheur s'échappent des yeux de Boris, jeune fondateur à qui son père n'avait jamais transmis le secret de l'alliage des cloches. Il a réussi, pourtant, et Andreï Roublev, qui a tout vu, invite Boris à fondre d'autres cloches pour les églises qu'il ornera de ses icônes. Après l'horrible sac de Vladimir par les Tatars, après des années de silence, le grand peintre russe du début du XV^e siècle retrouve ainsi son élan créateur. Il offre de nouveau son regard au monde, et le film d'Andreï Tarkovski se termine sur de magnifiques images de la célèbre icône de *La Trinité*.

« Plus il y a de mal dans le monde, plus il y a de raisons de faire le beau, disait Tarkovski. C'est plus difficile, sans doute, mais c'est aussi plus nécessaire. » Dans *Andreï Roublev*, réalisé en 1966, le cinéaste russe déclinait à sa façon sa vision de l'art. Loin d'un film historique ou biographique, Tarkovski cherchait plutôt, comme il l'écrit dans son journal, à « [...] sonder l'âme et la conscience sociale de l'artiste qui veut créer d'impérissables valeurs spirituelles. » Il voulait « [...] montrer comment, à une époque de guerre civile et de joug tatar, l'aspiration de tout un peuple à la fraternité avait donné naissance à la géniale *Trinité*, idéal de fraternité, d'amour et de sainteté sereine. » L'art comme « une forme de prière » : nous semblons ici à mille lieues de l'« art engagé ». Et pourtant...

Je me méfie de l'art engagé, ou plutôt des idéologies de l'art engagé. Ce n'est pas le drapeau qui fait l'artiste. Giorgio

Morandi, cloîtré toute une vie dans son atelier de Bologne pour peindre des natures mortes, n'est pas moins essentiel que Victor Hugo. La compositrice finlandaise Kaija Saariaho en dit autant sur notre monde que Bertolt Brecht en son temps (toujours d'actualité!). Question absurde : Bach était-il engagé? Et tant qu'à distinguer sur cette base le bon grain de l'ivraie, faudrait-il brûler les livres de Céline? Et choisir entre Richard Desjardins et Hélène Dorion?

L'art, terreau du politique

L'art n'a pas à s'enrôler, même en temps de guerre. Surtout en temps de guerre : il faut résister à la mobilisation totale, animée tout entière par une logique de puissance, qui n'est pas celle de l'art. Cela ne condamne pas les artistes au silence : ils peuvent, comme nous tous, s'exprimer haut et fort. Mais à quoi bon inviter les artistes à investir le champ sociopolitique si nous sommes incapables de voir sourdre un autre monde d'une œuvre qui s'offre à nous? Pourquoi les artistes devraient-ils se transformer en animateurs socioculturels?

L'art n'est pas une publicité, fut-elle à caractère « sociétal » : il n'est pas là pour vendre des bonnes causes, en les rendant attrayantes. À lui demander de se faire agent de marketing, on le transforme, au pire, en « produit culturel », à « consommer » comme toute autre marchandise; on en fait, au mieux (?), une « pédagogie » porteuse de « messages ». Dans tous les cas, l'art devient ainsi un instrument au service d'une cause : en se faisant « utile », il devient surtout futile.

La gauche (en tout cas une certaine gauche) est souvent méfiante à l'égard de l'art, du moins des artistes qui ne sont pas « engagés » – entendre : qui ne portent pas un drapeau. Cette méfiance est intimement liée à une façon de (ne pas) penser la question de la représentation, qui s'exprime notamment – dans sa forme la plus radicale – par un rejet de la démocratie représentative, au profit de la « démocratie directe ». Au nom, par exemple, de la critique (fondée) de l'État

L'AUTEUR EST PROFESSEUR
AU DÉPARTEMENT
DES COMMUNICATIONS
DE L'UQAM

capitaliste, c'est l'idée même de médiation qui se trouve mise en cause : de l'État capitaliste à l'État tout court, tout espace de représentation tend à devenir suspect, sinon illégitime. Comme si instituer une distance, c'était se couper du peuple. Partant d'une critique souvent pertinente du formalisme des mécanismes modernes de la représentation politique, cette critique débouche ainsi, paradoxalement, sur un appui *de facto* à la dynamique néolibérale de dissolution du politique, où la réalité devient pure affaire de rapports de forces. Mais comment, en s'enfermant dans une telle physique de la société, envisager la constitution d'un autre monde? Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de nier l'existence de rapports de forces mais de rappeler que la réalité humaine ne se réduit pas à ce schéma néo-darwinien.

C'est dans ce contexte qu'il me semble aujourd'hui nécessaire de situer la réflexion sur les rapports entre l'art et l'engagement, pour au moins deux raisons : d'abord, parce que la question de la représentation se trouve au cœur de l'art et du politique; ensuite, parce que si ces deux pratiques sont effectivement liées, on peut se demander quel sera l'effet sur l'art de l'effritement du politique – et ce que peut signifier dans ce contexte un art « engagé ».

L'art et le politique impliquent tous deux une distance par rapport à la réalité. Cet écart ne nous éloigne pas pour autant

du monde : il creuse au contraire notre présence en son sein. La représentation porte ainsi une absence qui résonne comme une auto-présentation du monde : elle est pour lui une injonction à se présenter à soi. Elle appelle le détour, un détour qui n'est pas une perte de soi mais un accroissement d'être, par la réflexion, au double sens du terme : effet de miroir, dans lequel la société se projette et à travers lequel elle se donne une image sensible de soi; effet d'un retour de

Par son refus d'enfermer l'être dans la positivité, l'art invite à une autre narration de la réalité. Il constitue ainsi un terreau propice au développement du politique.

la pensée sur elle-même, par où la forme des rapports liant les individus entre eux est à son tour investie par la pensée.

Cette parenté de l'art et du politique ne permet toutefois pas de les assimiler l'un à l'autre : il tombe sous le sens que l'acteur politique n'est pas un artiste (bien qu'il puisse l'être aussi, et réciproquement). Mais si l'art ne se réduit pas au politique, il ne peut davantage apparaître comme neutre ou désincarné – même quand il se revendique comme tel – parce qu'il nourrit, à travers la distance qu'il accentue dans le monde, la fiction d'un autre monde. L'art affirme dans son déploiement une présence subjective : par son refus d'enfermer l'être dans la positivité, il invite à une autre narration de la réalité. Il constitue ainsi un terreau propice au développement du politique.

Le théâtre, pivot du monde

RAHUL VARMA

L'art doit-il être engagé et permettre aux communautés avec lesquelles nous habitons le monde d'exprimer et de communiquer leurs expériences, ou simplement être là pour nous divertir? C'est la question à laquelle sont confrontés tous les artistes, alors que se déroulent des événements si inquiétants pour l'avenir de notre planète.

Actuellement, il nous est demandé de participer à la guerre contre le terrorisme, comme si celui-ci était une maladie et non un symptôme. Le meilleur moyen d'en finir avec ce terrorisme est de s'attaquer à ses causes profondes, le privant ainsi de toute légitimité. De toute évidence, le terrorisme a de multiples visages; il ne peut se définir à travers une seule vision des choses. Sous prétexte de le combattre, les États-Unis pratiquent un terrorisme d'État, trament un plan de domination incontestée du monde, comme cela se manifeste à travers leur action unilatérale contre l'Irak. L'administration américaine clame avoir gagné la guerre et libéré le peuple irakien mais, en fait, le peuple américain, au nom duquel la guerre fut menée, a déjà perdu – il a perdu la confiance des peuples de la terre. « Dans une guerre, les pays ne gagnent pas; les peuples perdent », affirme l'écrivaine indienne Arundhati Roy.

Comme directeur artistique et dramaturge, je me sens obligé de rompre le silence, de prendre la parole et d'agir pour transformer la situation politique internationale actuelle. C'est ce que j'ai essayé de faire à travers une de mes pièces de théâtre : *Bhopal*, dont la première eut lieu à Montréal en 2002 et qui fut également jouée en hindi dans six villes indiennes. Elle traite du désastre de l'Union Carbide survenu à Bhopal, en Inde, en 1984. L'explosion de cette usine de produits chimiques américaine a coûté la vie, depuis lors, à plus de 20 000 personnes. On peut établir de nombreux parallèles avec les événements du 11 septembre 2001 à New York, dans le sens où beaucoup d'innocents y ont perdu la vie.

Mais la différence notoire entre les réactions que l'une et l'autre de ces catastrophes suscitérent aux États-Unis reflète un profond déséquilibre dans la manière dont sont considérées les vies humaines selon qu'elles sont américaines ou qu'elles appartiennent à d'autres peuples. Pendant que les États-Unis bombardaient un pays soupçonné d'héberger Oussama Ben Laden, ils protégeaient Warren Anderson, le directeur général de l'Union Carbide, contre toute poursuite judiciaire. Si l'on ne peut comparer Anderson à Ben Laden, il existe suffisamment de similitudes entre les deux tragédies pour souligner le chauvinisme du gouvernement américain. Alors que la réaction aux événements du 11 septembre a été rapide et catégorique, les survivants de Bhopal continuent de

L'AUTEUR EST
DRAMATURGE ET
DIRECTEUR ARTISTIQUE
DU THÉÂTRE TEESRI
DUNIYA, À MONTRÉAL

La fiction d'un autre monde

La démocratie représentative est souvent critiquée aujourd'hui parce qu'elle ne refléterait pas fidèlement la réalité. Au nom d'un idéal de transparence garant de l'accès à la « vraie » réalité, la représentation tend ainsi à se réduire à une simple photocopie du réel. Ce faisant, la présence du monde à lui-même se résorbe peu à peu en un ensemble de mécanismes « objectifs » de gestion faisant apparaître le « système » comme la seule réalité. Toute tentative de combler la distance entre la réalité et sa représentation, fut-elle animée des meilleures intentions, favorise ainsi une dynamique qui réussit pourtant déjà très bien à abolir tout écart en l'absorbant dans une soi-disant naturalité (celle des lois de l'économie, par exemple, figure dominante de l'enfermement dans le même et de la destruction de l'altérité).

La représentation n'est toutefois pas – et ne peut pas être, sauf à s'auto-dissoudre – simple adéquation de la réalité à elle-même. Elle loge dans une tension qui dilate la réalité dans le temps social-historique, en la transformant en un projet : elle fait ainsi entrer la fiction au cœur du monde, qui n'apparaît plus donné une fois pour toutes. L'histoire n'est plus écrite : elle s'écrit, collectivement, dans l'espace aménagé par la réflexion. En ce sens, loin de devoir représenter la réalité, l'artiste tente au contraire de la transcender, de l'ouvrir sur un au-delà du réel : il s'éloigne pour soigner une présence au monde qui tend aujourd'hui à s'estomper dans une effectivité de plus en plus amputée de toute intériorité. En donnant à ressentir le monde, à en éprouver la fragilité, et donc la

richesse, l'artiste contribue à ouvrir des brèches dans le réel. C'est ainsi, en restant à l'écart, qu'il peut agir le plus efficacement sur le monde, reconnaissant du coup que toute présence humaine est pétrie de symbolique.

L'artiste agit dans le monde en ouvrant les horizons. Il nous donne à voir sa façon de voir : c'est là son premier engagement, souvent le seul, mais surtout le seul qui soit essentiel. L'artiste s'engage en nous prêtant ses yeux : avant de nous montrer quelque objet, il nous montre à voir. Sa politique est la politique du regard : elle est une invitation à la mise en formes du monde, des formes que la logique systémique tend à dissoudre dans une indifférenciation du réel qui se présente sous la coupe fallacieuse de la liberté. Comme si nous ne vivions pas toujours dans et par des formes!

La société du spectacle tend aujourd'hui à emprisonner la réalité en elle-même : la représentation se dévoie dans un spectacle projeté hors du monde, sur un inaccessible écran où sont confinées les histoires, comme sur un miroir déformant tentant de nous convaincre que notre monde est entré dans la post-histoire. Dans le règne de la nécessité, de l'inévitable, de la fatalité. Dans l'ordre de l'irreprésentable, de la pure factuelité systémique. Il y aurait ainsi un monde « réel », le nôtre, auquel nous serions irrémédiablement soumis, et un monde, bien distinct, de la fiction, qui canaliserait les désirs de façon

languir à l'ombre du désastre industriel le plus dévastateur des temps modernes, interdits de recours par l'indifférence du gouvernement américain et confrontés à un avenir rempli de maladies et de morts prématurées.

Les événements du 11 septembre rappellent par ailleurs l'importance de réfléchir aux rapports qu'entretient la majorité avec les minorités ethniques et culturelles – qui se caractérisent par l'incompréhension, l'ignorance, les préjugés – et d'ébranler leurs soubassements. C'est l'une des missions que s'est donnée le Théâtre Teesri Duniya, où j'œuvre avec des acteurs d'origines ethniques diverses. Sartre disait que le théâtre est le plus politique des arts, car il doit répondre aux crises et aux événements historiques sans aucune réserve et avec une grande conscience politique.

Cela me rappelle que, le matin du 11 septembre 2001, une amie m'a téléphoné. « Es-tu musulman? », me demanda-t-elle. « Pourquoi me poses-tu cette question? » lui répliquai-je. « New York brûle ». Cette même semaine, ma fille de quatre ans, Aliya, revenant d'une fête d'anniversaire, me demanda : « Papa, suis-je musulmane? » Dipti et moi avons l'habitude de répondre à ses questions, quel qu'en soit le sujet. Mais cette fois, nous étions devant un dilemme. Que nous disions oui ou non, la réponse que nous allions lui donner ne pouvait être la bonne. D'une certaine façon, nous étions en train de justifier la vague de sentiment anti-arabe et antimusulman qui a suivi

le 11 septembre, faisant que l'identité arabomusulmane devait être défendue ou niée.

L'expression « Axe du mal » qu'inventa le président Bush lors des préparatifs de la guerre contre l'Afghanistan a eu pour effet d'exacerber les tensions et d'associer encore plus la communauté arabe et musulmane à une menace malveillante. Nous pouvions imaginer ce qui attendait Aliya dans les jours et les mois à venir : elle entendrait des gens accuser les musulmans d'être des terroristes et des kamikazes, elle verrait des graffitis sur les murs dépeignant les musulmans comme des meurtriers, elle entendrait des parents musulmans s'acharner à convaincre qu'ils sont de loyaux citoyens canadiens. Et, peut-être, lors d'une fête d'anniversaire, une amie ou un voisin lui demanderait-il si elle est musulmane.

Dans un tel contexte, les enfants ne peuvent que souffrir. Inquiets et craintifs, ils risquent de vouloir prendre leurs distances à l'égard des enfants musulmans, victimes indirectes des événements du 11 septembre. Pour nous, parents, c'est un scénario cauchemardesque. Nous ne voulons pas voir notre fille grandir dans un monde où les autres sont diabolisés et marginalisés à cause de leur race, de leur religion et de leur culture. Mon rôle de père rejoint alors mon rôle d'artiste. L'art est l'écho subversif de la réalité : la voix des marginalisés et des minorités.



STÉPHANIE BÉLIVEAU,
LE SIGNE, ACRYLIQUE
ET COLLAGE SUR
TOILE, 2002

instrumentale, renvoyant du coup l'utopie hors de la société. Prisonniers du réel, nous serions ainsi condamnés à devenir spectateurs d'un monde qui nous tombe dessus, en ayant toutefois le loisir de faire des escapades fantasmagiques dans un autre ordre de réalité, hollywoodien, faisant écran à notre capacité d'habiter pleinement notre monde humain. L'art peut alors apparaître pour ce qu'il devient peu à peu : une aliéna-

L'artiste s'engage en nous prêtant ses yeux : avant de nous montrer quelque objet, il nous montre à voir.

tion nous rendant radicalement étrangers à notre propre monde, plutôt qu'une voie nous ramenant à nous-mêmes à travers le détour d'autrui et nous libérant d'une immédiateté qui n'est jamais que fermeture à l'altérité, cette condition de notre existence.

Quand l'art quitte ainsi l'horizon de sens, faut-il s'étonner de le voir être mobilisé pour changer le monde? Son action étant canalisée à des fins qui lui sont étrangères, l'artiste risque alors de céder à la tentation publicitaire – dont il peine souvent à se distinguer – et de s'enfermer dans des mirages qui, loin de lui ouvrir un accès sensible et réfléchi au réel, le

contraignent à soutenir une gestion léchée du monde, à coups de clips et de slogans. Pendant ce temps, en retrait du monde, dans son atelier, sur son pupitre, derrière sa caméra ou sur les planches, l'artiste d'abord engagé dans son art continue à (se) conter des histoires. Il nous aide ainsi à faire l'histoire, à l'ombre du *Reality show* dans lequel nous nous séquestrons, lentement mais sûrement.

Regards croisés

La dernière Cène. Le Christ et ses apôtres. Un polyptique du photographe Rauf Mamedov, présenté l'automne dernier à Paris, dans le cadre de l'exposition *Corpus Christi*. Treize trisomiques sur cinq tableaux. Malaise. Pourquoi des trisomiques? Une façon de qualifier les apôtres et tous ceux qui les

ont suivis? Une (énième) assimilation de la foi à l'irrationnel, voire à l'irréfléchi?

Je regarde ces photos. Longuement. Un autre monde s'ouvre. Un autre regard sur cette scène archiconnue. Un autre regard sur la trisomie. Une présence. Treize présences. Je ne sais plus qui regarde qui. Merveilleuse alchimie de la représentation. Présence dans l'absence. Ces images de 1998 me parlent d'aujourd'hui, de demain, 20 siècles plus tard. Elles attisent ma foi de non-croyant. Cette dernière Cène est une nouvelle scène pour penser notre monde. Elle en appelle d'autres, nombreuses, autant de convocations pour les regards. Pour la pensée, qui n'a pas attendu la Raison pour réfléchir le monde.

Dernière Cène. Mise en scène du monde. Tarkovski me revient en tête. Le Tarkovski de la fin, qui fait dire au jeune garçon, dans l'ultime scène de son dernier film, *Le sacrifice* : « Au commencement était le verbe... mais pourquoi papa? » Insondable question. Abîme où se love notre être. Le Christ et les apôtres de Mamedov m'habitent. Ils n'ont pas de réponse. Il n'y a pas de réponse. Ils vont leur chemin, sur une scène qu'il nous incombe de garder vivante. Faute de quoi, il n'y aura plus de repas – même invisible – à partager. ●

Espaces contés

Différentes formes d'art populaire prennent leur essor dans le contexte urbain. Elles participent à la constitution d'un imaginaire qui se réapproprie l'espace confisqué, occulté et dénié par l'affairisme ambiant, contribuant ainsi à le contrecarrer. De là découle une participation créatrice à la production de sens, à une occupation du territoire, à des appartenances situées dans des lieux de vie et de mémoire.

ANOUK BÉLANGER

L'art populaire – contes urbains, graffitis, *hip hop* et chasse publicitaire (*adbusters*) – plonge généralement ses racines dans les conditions sociales et matérielles des classes populaires. Il expose, met « en scène » et « en sens » les relations conflictuelles qu'il entretient avec la culture dominante. Ces pratiques et ces formes d'art font écho à une certaine marginalisation de la culture populaire, et donc à un déficit de représentation au sein de cette culture dominante.

L'art populaire s'inscrit dans un processus d'échange critique avec des formes culturelles plus institutionnalisées ou commercialisées. Cet échange critique naît des rapports de pouvoir propres à un contexte sociohistorique donné. Cette mise en contexte est indispensable à la compréhension de l'art populaire en tant que participation à l'imaginaire et à l'espace urbains. Ainsi, l'art populaire des années 1960 diffère-t-il de celui des années 1980, et ce dernier est lui-même différent de celui qui se développe actuellement à Montréal. Les artistes faisant appel à leur expérience sensible, il est capital de considérer ce qui est autour d'eux comme ce qui constitue leur matériau de base, la matière même de leur œuvre d'art. Si, selon Walter Benjamin, « chaque sphère sociale produit sa propre tribu de conteurs », chaque espace urbain produit les conditions de possibilité historiques propres à générer une « tribu » d'artistes populaires.

Cette tribu d'artistes participe à l'imaginaire culturel de la ville, parfois de façon volontaire et réfléchie, parfois de façon inconsciente et spontanée, parfois à force d'entraînement et de technique, parfois encore de manière autodidacte et avec les moyens du bord. À Montréal, cette tribu puise son inspiration dans la vie et l'imaginaire de la métropole, tout en participant à la déconstruction et à la reconstruction de cet imaginaire continuellement produit et reproduit par des discours formels, des narrations officielles, des récits médiatiques et des formes d'art institutionnalisées. En d'autres termes, ces

artistes travaillent à lier identité, imaginaire et espace urbain. En ce sens, l'espace urbain est un « lieu pratiqué » où se déploient diverses stratégies identitaires, et c'est là précisément que l'art populaire opère en tant que forme et pratique non institutionnelle.

Imaginaire urbain

Le conte urbain, les graffitis, le *hip hop* et les chasses publicitaires (*adbusters*) sont évidemment des formes culturelles et artistiques bien différentes. Cependant, un dénominateur commun les rassemble dans le fait que ces formes participent à l'espace de la ville et s'inscrivent dans l'imaginaire urbain. Ces artistes refusent d'entrer dans une dynamique d'orchestration et de gestion de l'art public telle que la pratique des

Le sens de leur engagement est à chercher plutôt du côté d'une volonté de se réapproprier les espaces publics de la ville de plus en plus privatisés, confisqués et envahis par une pensée unique.

fonctionnaires de l'art. Au contraire, à leur façon, ils créent une diversité de discours, de formes et de pratiques.

Ces artistes populaires donnent à leurs textes, à leurs œuvres et à leur engagement en tant qu'artistes un sens que nous n'avons pas à comprendre nécessairement en terme d'engagement militant. En effet, beaucoup d'entre eux n'y investissent pas cette signification *a priori*. Bien sûr, ils se perçoivent comme « engagés socialement », dans la mesure où ils cherchent à ce que leur art – conte, graffitis, musique, peinture – participe à un échange d'expériences ou de récits au cœur de la vie culturelle et de l'imaginaire urbain. Mais le sens de leur engagement est à chercher plutôt du côté d'une volonté de se réapproprier les espaces publics de la ville qui sont de plus en plus privatisés, confisqués et envahis par une pensée unique. Les lieux qui disparaissent sous la lumière omniprésente de la publicité sont réinvestis symboliquement et deviennent la matière de l'œuvre de ces artistes. Comme s'ils les décoraient pour en faire un « chez-soi ». Comme s'ils cherchaient à rompre le sortilège de la marchandise pour se retrouver dans des lieux porteurs de sens. Cet engagement, social plutôt que politique selon Jean-Marc Massie (auteur, conteur et organisateur de soirées de contes urbains), correspond à une volonté de participer à l'espace montréalais et d'en diversifier le sens.

Il y a continuité et ressemblance entre ce que font ces artistes et ce que cherchaient à faire les artistes révolutionnaires des années 1960. Le travail des *adbusters* se rap-

L'AUTEURE EST
PROFESSEURE AU
DÉPARTEMENT DE
SOCIOLOGIE ET
D'ANTHROPOLOGIE
DE L'UNIVERSITÉ
CONCORDIA.

proche du travail des artistes du mouvement situationniste français, qui mettaient à l'œuvre une critique de la société du spectacle en détournant certains événements publics. À l'époque, ce mouvement s'insurgeait contre la société qui se projette comme spectacle et l'extrême passivité qu'elle engendre chez les citoyens-spectateurs. Aujourd'hui, en détournant les affiches et les campagnes publicitaires, c'est-à-dire en répondant, corrigeant ou parodiant les messages de celles-ci, les *adbusters* revendiquent un droit de regard et de critique sur tous ces discours de consommation. C'est aussi ce que font les artistes graffitis et les conteurs urbains, de même que des organismes comme ATSA (Action terroriste socialement acceptable) et *L'autre Montréal* (Collectif d'animation urbain), pour n'en nommer que quelques-uns.

De son côté, la mouvance *hip hop* (à l'origine et non pas dans sa forme commerciale actuelle) est une expression claire de cette volonté de participer à l'espace urbain et de se le réapproprier. Le *hip pop*, qui a pris naissance dans le South Bronx à New York, dans les années 1970, exprime à sa façon les conditions de vie post-industrielle de résidents devenus spectateurs de la déconstruction de leur quartier. En même temps que des citoyens se rassemblaient et décidaient d'agir de manière concertée, des formes d'expression et de création artistiques se développaient, ancrées dans une volonté de se réapproprier le quartier et de continuer à l'habiter symboliquement. Au lieu de l'apprentissage plus classique d'instruments de musique, les artistes *hip hop* recomposaient l'expérience urbaine de manière symbolique, à travers une forme musicale issue de moyens technologiques accessibles (des tables tournantes) et à travers le recyclage de chansons. Cela donna voix à un paysage et à un imaginaire urbain contestataire. De la même façon, ATSA et *L'autre Montréal* s'affairent à conserver une mémoire critique et diversifiée de la ville en investissant symboliquement et de façon temporaire certains espaces urbains.

Étrangeté au cœur du familier

Pour sa part, le conte urbain diffère de la tradition québécoise du conte fantastique et merveilleux. Le conteur traditionnel adopte généralement l'image du voyageur et de l'aventurier; le conteur urbain, quant à lui, voyage dans un espace plus proche de ses auditeurs: le coureur des bois prend alors des allures de citadin et la princesse troque ses bijoux pour une passe de métro. Le conte urbain est un échange d'expérience et de connaissance du milieu urbain, parfois même un exercice de reconnaissance de personnages, de relations et de lieux. C'est à travers cette reconnaissance que le conte prend tout son sens. Le conteur Yvan Bienvenue, par exemple, parle « d'une mère monoparentale en forme de sablier; qui s'effrite par en dedans et qui s'écoule par en dedans, et qui s'écoule tranquillement pour ne laisser qu'un petit tas de poussières à ses pieds – comme toutes ces mères en forme de sablier ».

Dans la même veine, un conte de Jean-Marc Dalpé nous offre un de ces « étrangers-familiers » que sont les personnages de contes urbains: « ... l'homme qui sort de la Lincoln a à peu près 50 ans; il porte un manteau de fourrure et un casque de poil, t'sais, ceux avec la p'tite queue de raton laveur. Son nom c'est Patenaude, c'est un contracteur-électricien, il vit à Laval; vous le connaissez... Vous ne le connaissez pas, mais... vous le connaissez! »

Le personnage du conte ressemble à monsieur-tout-le-monde qu'on croise chaque jour dans la rue. L'événement se passe « toujours près de chez vous », dans un lieu familier, inscrit dans la vie de quartier. Le conte urbain donne une

Notre regard, qui glissait sur les lieux et les personnes, s'y accroche maintenant et se laisse émerveiller par l'inédit, l'inouï et l'inattendu.

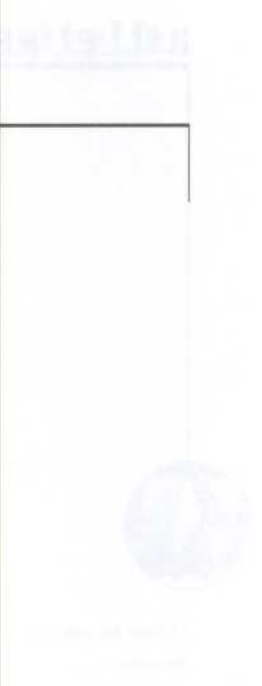
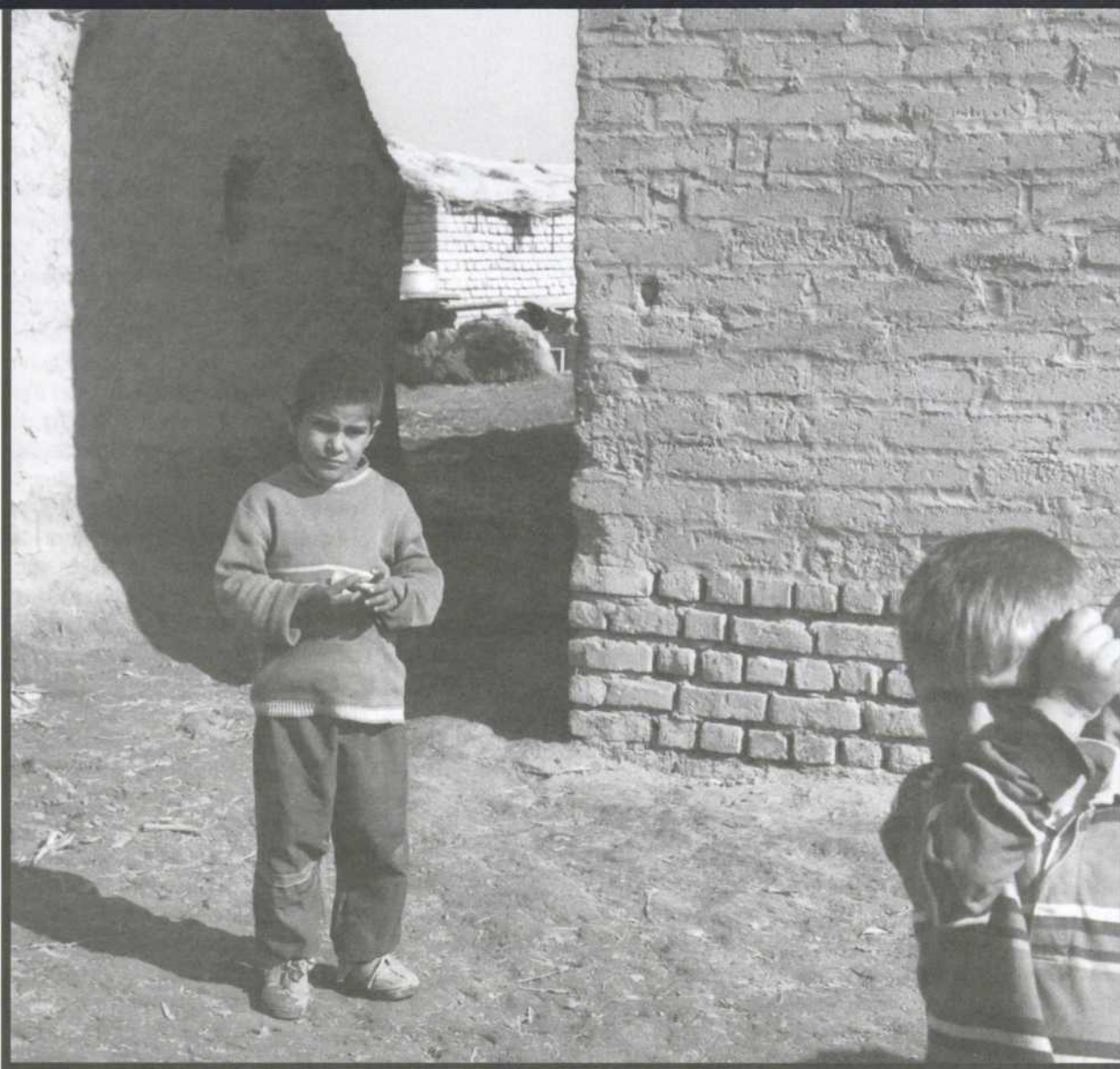
place centrale à la notion de proximité. La vie des ruelles, des quartiers obscurs et des espaces non touristiques (l'arrêt d'autobus, le dépanneur du coin, le parc en face de chez soi, etc.) deviennent porteurs d'événements et de sens. Racontés, ils meublent désormais l'esprit, occupant une place laissée vacante dans l'imaginaire dominant.

L'histoire sans fin qui se poursuit d'un conte à l'autre, s'inspirant souvent de chroniques de faits divers glanés dans les journaux ou d'entrefilets anodins, est celle d'un visage de la ville et de ses habitants, en quelque sorte désavoué, effacé de l'imaginaire officiel des best-sellers, des séries télévisuelles ou des quotidiens. Étrangeté au cœur du familier qui attire l'attention, arrache à l'indifférence et à l'anonymat. Notre regard, qui glissait sur les lieux et les personnes, s'y accroche maintenant et se laisse émerveiller par l'inédit, l'inouï et l'inattendu.

Pour prolonger la réflexion

LIVRES

- BENJAMIN, Walter, « *Le narrateur* » (*Œuvres*, vol. III, Paris, Gallimard, 2000).
- BOURDIEU, Pierre, *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, 1998.
- CAUQUELIN, Anne, *Petit traité d'art contemporain*, Paris, Seuil, 1996.
- DALPÉ, Jean-Marc, *Il n'y a que l'amour*, Sudbury, Prise de parole, 1999.
- DUFRENNE, Mikel, *Art et politique*, Paris, 10/18, 1974.
- LA CHANCE, Michaël, *Les penseurs de fer. Les sirènes de la cyberculture*, Montréal, Trait d'union, 2001.
- MERLEAU-PONTY, Maurice, *L'œil et l'esprit*, Paris, Gallimard, 1964.
- PATOCKA, Jan, *L'art et le temps*, Paris, P.O.L., 1990.
- SOLLERS, Philippe, *Éloge de l'infini*, Paris, Gallimard, 2001.



Réalité détournée

Ce que l'on fait par le conte, on peut le faire aussi par le graffiti ou la chasse publicitaire. Les artistes de cette forme d'art populaire trouvent le matériau et le support de leurs œuvres dans les grands panneaux publicitaires. Pour définir leur pratique, ils se servent souvent de la métaphore du *jiu-jitsu*, cet art martial dans lequel, d'un geste rapide, on renverse un géant en utilisant sa force en mouvement.

Ces *Robin Hood* sémiotiques qualifient leur travail non seulement de parodies, mais d'interceptions de messages. Ils utilisent le moyen de communication d'une entreprise pour contrecarrer le discours qu'elle véhicule, pour en révéler et en clarifier le sens ou l'intention. En d'autres termes, ils essaient de créer un climat de contestation, en dévoilant le subconscient de la campagne publicitaire et en mettant à jour les rouages de son message. Ils suscitent donc un sentiment d'éveil à la réalité (d'abord perçue évidente, plate, neutre et immédiate) qui, grâce à leur œuvre d'art, s'ébrèche soudain, laissant apparaître la part d'intolérable, d'inique et de perversité qu'elle recèle. Là encore, la création s'efforce de sortir l'individu-spectateur d'un état de torpeur, d'apathie et d'impuissance pour susciter un nouveau rapport au monde.

Le chasseur publicitaire et l'artiste graffiti revendiquent la mission de responsabiliser les gens face à leur environnement, particulièrement face à la privatisation des espaces

urbains par la présence croissante de logos et d'affiches publicitaires de tout genre. Ils revendiquent aussi le droit – sinon la responsabilité – d'afficher sous forme artistique une critique et une solution de rechange aux discours commerciaux de la culture dominante. Cette forme artistique de contestation constitue une dimension incontournable d'un esprit collectif qui demeure ouvert aux débats, tant sur le plan culturel et artistique que sur le plan social et politique. Ainsi, ces pratiques participent-elles à la multiplicité des récits complémentaires et conflictuels qui contribuent à tisser des liens entre identités et espace urbain.

L'art populaire s'inscrit donc au cœur d'un discours social qui, autrement, chercherait à s'imposer comme un monologue occupant tout l'espace. En tant que voix participant à ce qui se dit dans la ville, cet art bouleverse l'état de lieux et déjoue la logique marchande qui tire justement sa force du mutisme de masse et de l'injonction à garder le silence pour assister « religieusement » au spectacle. L'art populaire nous convie à devenir acteurs et producteurs de sens. En tant qu'occupation et que détournement d'espaces interdits ou réservés, il crée une profondeur dans le réel, là où n'étaient visibles qu'uniformité et conformisme. En cela, il contribue à faire advenir et à préserver l'univers des possibles. ●

(PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE RAVET)

JOSÉE LAMBERT,
INTERVENTION N° 4,
QUELQUE PART EN IRAK.
— QUE SONT-ILS DEVENUS?



Sombre avenir pour la Syrie

Le 13 juin 2000, l'arrivée au pouvoir de Bachar Al-Assad, fils de Hafez Al-Assad qui régnait sans partage sur la Syrie depuis 1970, a fait naître des espoirs d'assouplissement du régime politique syrien. Mais le « printemps de Damas » aura été de courte durée.

MOHAMED MAHMOUD

Les millions de Syriens qui ont été appelés à élire, en décembre dernier, les 250 députés du Parlement (Assemblée du peuple), l'ont fait sans enthousiasme. Sans enthousiasme, parce que 128 sièges ont été réservés au Parti Baas pour représenter paysans et ouvriers, et seulement 35 sièges sont allés aux autres partis du Front national progressiste. Ce front composé de cinq partis, qui devait à l'origine élargir la participation politique aux affaires publiques, a finalement servi d'écran pour le régime. La marge de manœuvre du Front a été si étroite qu'il a perdu toute crédibilité aux yeux de ses propres partisans. Les 87 sièges restants ont été attribués aux indépendants, en sachant que l'ap-

peuple syrien voyait après la disparition du Sphinx de Damas, le jeune Bachar, jusqu'alors loin de la politique, a été associé à la modernité et aux réformes liées à la lutte contre la corruption, laquelle représente une forme de lutte de pouvoir à la syrienne.

La moitié de la population syrienne n'a connu que les Al-Assad à la tête du pays. Elle n'a pas l'expérience de la démocratie car, depuis le coup d'État militaire du 8 mars 1963 qui a permis au parti Baas de s'emparer du pouvoir, la Syrie vit sous la loi martiale. Les libertés et les droits humains sont ignorés du bourreau et inconnus de la victime. L'écrasement de toute forme d'opposition a atteint son paroxysme au début des années 1980, lors de la répression de la rébellion dans plusieurs villes syriennes (20 000 à 60 000 morts).

Dans les années 1950, la Syrie était connue pour ses institutions et son économie rayonnante : la deuxième en Asie après le Japon. Mais, en l'espace de trois décennies, elle a été vidée de toute forme de participation politique et son économie réduite à un ensemble de structures étatiques étouffantes dans lesquelles la corruption officielle a le dernier mot. Le pays est sous la coupe du parti Baas qui détient le pouvoir exécutif, législatif, économique et militaire. Ce parti s'est identifié à Hafez Al-Assad, véritable culte du moi dans sa forme stalinienne.

Horizon politique bouché...

Au début du printemps de Damas, les activistes de la société civile, des droits de la personne, le courant réformiste du Baas et certains partis politiques interdits se sont regroupés dans des forums dans lesquels ils discutaient et rêvaient d'une Syrie où les

principes suivants régiraient la vie sociopolitique : abolition de l'état d'urgence; libération et indemnisation des prisonniers d'opinion; abolition de l'hégémonie du Baas; retour de l'État de droit et institution de la pluralité politique. Mais après la fermeture des forums pour des « raisons de sécurité », l'arrestation et la condamnation de plusieurs militants des droits de la personne, y compris deux députés, l'horizon semble de nouveau sombre. Le Rassemblement démocratique national qui a émergé de ces forums, composé de différentes tendances « politiques » que seule l'opposition au régime rassemble, n'a plus l'espace vital. Malgré son jeune âge, le Rassemblement aurait pu être un catalyseur de la nouvelle énergie.

Dans une société où le chômage déclaré atteint 20 % - 35 % selon certains - les citoyens se confrontent à la misère au quotidien et, par peur, n'osent pas mettre en cause le régime ou ses représentants.

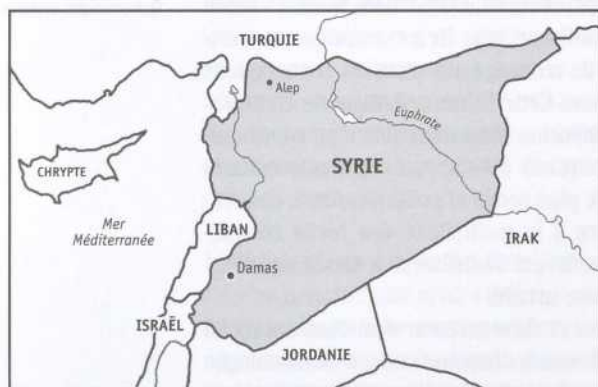
Une réforme économique nécessaire

À dominante agricole, l'économie syrienne est fortement tributaire du climat; depuis 1999, elle se porte mieux grâce à l'adoucissement de ce dernier et à l'irrigation. Le cours du pétrole est aussi un élément déterminant dans la balance commerciale. La hausse des prix du pétrole a aidé l'économie syrienne à maintenir une croissance d'à peu près 2 % en 2001, comparé à 2,5 % en 1999 et en 2000. Mais étant donné la croissance démographique de 2,6 %, l'économie syrienne est dans l'obligation d'être plus performante si elle veut répondre aux besoins croissants de la société.

En effet, la moitié de la population (les 20 à 40 ans) est en quête de rééducation. L'État ne pourra en aucun cas trouver des emplois aux 400 000 jeunes qui déferlent chaque année sur le marché. Malgré quelques timides ré-



L'AUTEUR EST ANALYSTE
POLITIQUE



pareil répressif de l'État dissuade tout candidat vraiment indépendant de se présenter ou de se faire élire.

Même si l'arrivée du jeune président à la tête de l'État syrien annonce l'ère des républiques héréditaires (l'Égypte, la Libye, le Yémen pourraient faire de même), elle a suscité des espoirs puisque Bachar Al-Assad s'est présenté en tant que réformateur. En effet, seule solution de rechange que le

formes, l'économie syrienne est en manque d'espace libre et moderne. Les injustices sociales sont nombreuses et la pauvreté risque de croître dans un contexte de régionalisation et de mondialisation.

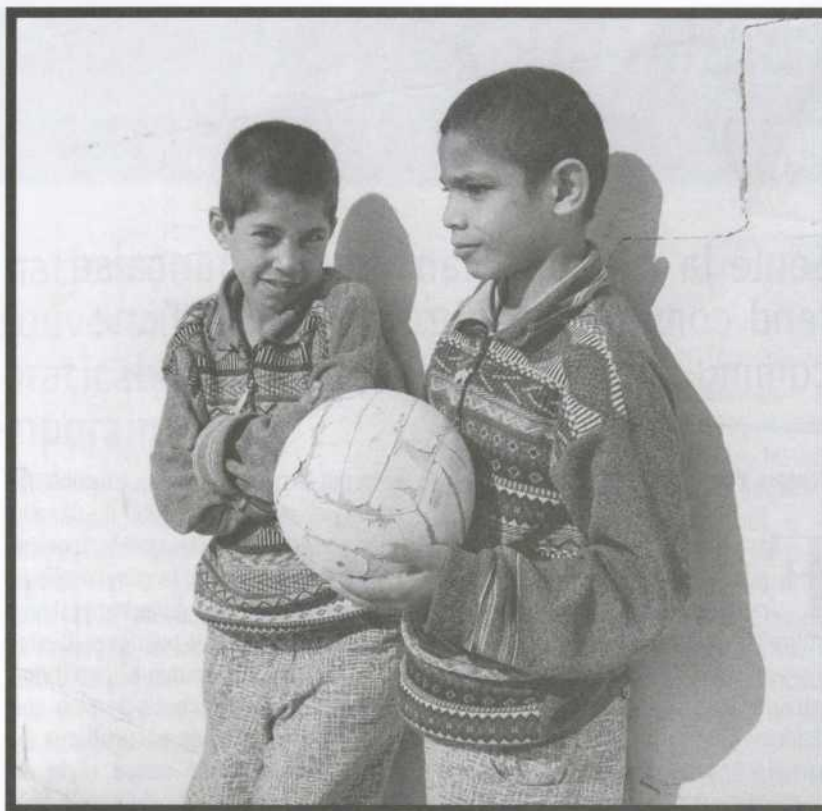
La Syrie est en négociation avancée avec l'Union européenne pour instaurer un partenariat, prometteur pour certains mais redouté par d'autres. En signant, en effet, les Accords MEDA, en septembre 2003, l'économie syrienne s'ouvrira sur l'économie de marché. Étant donné l'infériorité des normes syriennes, le consommateur syrien ou européen risque d'opter plutôt pour le produit européen. Les produits agricoles syriens sont en meilleure posture, bien que les quotas européens imposés au secteur agricole soient source de conflits.

Par ailleurs, l'invasion américaine de l'Irak risque de priver l'économie syrienne d'une manne importante : les PME syriennes exportent vers l'Irak pour environ 1 milliard \$US. Les entreprises américaines ne laisseront certainement pas la Syrie, qui a été le seul pays à dire haut et fort son intérêt de « voir les envahisseurs défaits », en profiter.

Conflits régionaux

Malgré les différends politiques qui opposaient la Syrie et l'Irak, la chute de l'Irak constitue une perte de taille pour la Syrie dans d'éventuels conflits ou pourparlers de paix avec Israël. L'Irak constituait pour elle un élément stratégique important.

La position syrienne, lors de la reprise des négociations de paix entre la Syrie et Israël – arrêtées depuis plus de trois ans – en sera très affaiblie. Coincée entre des pays (Irak, Jordanie, Kurdistan et Turquie) dont les régimes sont acquis aux thèses ou soumis aux pressions israélo-américaines, la Syrie aura peu de chance de faire valoir ses droits afin de récupérer le Golan, occupé par Israël en 1967 et annexé en 1981. Jusqu'à présent, Israël ne semble pas vouloir le restituer à la Syrie, qui n'a pas la capacité militaire de le libérer ni la volonté politique de le faire. N'est-ce pas, en effet, au nom de « la guerre contre l'ennemi » que le



JOSÉE LAMBERT,
INTERVENTION N° 3,
QUELQUE PART EN IRAK.
QUE SONT-ILS DEVENUS?

régime syrien continue, depuis 40 ans, d'étouffer toute volonté politique d'émancipation nationale?

Le dossier libanais illustre bien le rôle de la Syrie sur le plan régional. Pendant 25 ans, la Syrie d'Al-Assad a fait et défait ses alliances sur l'échiquier libanais. La présence de l'armée syrienne au Liban (30 000 soldats) depuis 1976, qui a coûté et coûte toujours très cher à l'économie et à la société syriennes, est difficile à justifier dans un Liban libéré et après la fin de la guerre civile, si ce n'est comme atout dans d'éventuels pourparlers avec l'État juif. Le dernier déplacement de l'armée syrienne vers le Nord s'inscrit-il dans la volonté du nouveau président de se retirer définitivement du Liban?

Dans la nouvelle tourmente...

Depuis le 11 septembre 2001, la Syrie a été pointée du doigt par plusieurs responsables américains comme État abritant ou appuyant des organisations terroristes (Hezbollah libanais et Jihad palestinien). Les responsables syriens, qui ne ratent pas une occasion de rappeler que la Syrie a collaboré avec les Américains dans la guerre contre le

terrorisme, disent, avec raison d'ailleurs, qu'il faut faire la différence entre le terrorisme et la lutte contre l'occupation israélienne. Est-ce cette coopération qui a valu à la Syrie de ne pas être classée dans « l'Axe du mal »? Éloignera-t-elle encore longtemps le fantôme d'une menace américaine pour l'obliger à revenir à la table des négociations avec Israël, aux conditions de ce dernier?

Les mises en garde et les accusations de Donald Rumsfeld et de Colin Powell, visant la Syrie, ne plaident plus dans ce sens. Surtout que l'alliance stratégique entre les néoconservateurs de l'administration américaine et le très influent lobby juif à Washington fera tout pour que la Syrie remplace l'Irak sur ce fameux axe.

Contrairement aux réformes politiques, les tourments des Syriens vont bon train. Dans le nouveau contexte international, la Syrie a des jours sombres devant elle, à l'intérieur comme sur le plan régional. Si les responsables politiques continuent à faire la politique de l'autruche et à fermer les yeux sur les vrais problèmes de la société syrienne, sa fin viendra d'une explosion sociale... ou de l'extérieur. ●

La mémoire a-t-elle sa place dans un Québec moderne?

Seule la mémoire canadienne-française rend compréhensible l'existence d'une communauté politique québécoise

JOSEPH YVON THÉRIAULT

L'AUTEUR EST SOCIOLOGUE À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA ET DIRECTEUR DU CIRCEM (CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHE SUR LA CITOYENNETÉ ET LES MINORITÉS)

Faut-il tuer le Canada français pour que surgisse un Québec pluraliste, accueillant et ouvert à l'Autre? Question doublement saugrenue. N'est-ce pas poser sous forme interrogative ce qui fut la trame effective de l'histoire intellectuelle du Québec depuis la Révolution tranquille : construire la référence québécoise à travers la critique – la mort – du Canada français? N'est-ce pas encore, plus fondamentalement, exiger qu'une communauté se départisse de sa mémoire de manière à accueillir l'Autre?

Que reste-t-il du Canada français?

Comme réalité factuelle, la question du Canada français ne se pose pas. Il fut la référence culturelle par laquelle la nation française d'Amérique s'est représentée et structurée pendant un siècle : des rébellions de 1837-38 à la Révolution tranquille. Puis, à cette référence canadienne-française, s'est substituée la référence québécoise. Ceci est un fait historique et l'histoire ne se refait pas. Personne d'ailleurs ne propose aujourd'hui de revenir au Canada français d'antan. Certes, la référence canadienne-française persiste dans certains milieux de la francophonie hors Québec ou encore chez quelques politiciens fédéralistes canadiens. Dans les deux cas, cependant, il ne s'agit plus d'une référence à l'idée d'une nation – la nation française d'Amérique – mais à celle de minorités ou de collectivités de « parlants français ».

Or, la question du Canada français se pose autrement. Je suis d'ailleurs de

ceux qui pensent qu'elle est incontournable, car poser la question du Canada français dans le Québec contemporain, c'est avant tout poser la question de la place de la mémoire dans la construction des communautés politiques. L'existence d'une communauté politique repose sur quelque chose de plus que l'addition des volontés particulières ou la soumission à une même règle de droit. Elle nécessite l'adhésion à une culture politique qui, au-delà des différences, fait que la discussion publique puisse s'attaquer à des dimensions substantielles de la vie commune. L'absence de culture politique commune conduirait, au pire, à maintenir la parole publique dans un état de nature cacophonique; au mieux, à nouer des relations citoyennes purement procédurales ou utilitaires.

L'existence d'une communauté politique exige la référence à une mémoire qui inscrit celle-ci dans le temps. S'il est admis que les mémoires sont mouvantes, largement soumises aux impératifs politiques du présent, il ne faut pas en conclure que l'on peut se donner les ancêtres que l'on souhaite. Les mémoires modernes ne sont pas de simples récits, elles reposent sur des interprétations crédibles de faits. D'où la place centrale de l'histoire dans la construction de la mémoire nationale.

La seule mémoire crédible au projet québécois

Il s'avère que la seule mémoire crédible au projet québécois, c'est-à-dire au projet de faire du Québec une communauté politique – que cela passe par la souveraineté nationale ou la société distincte – soit celle du Canada français.

Certes, il existe d'autres récits crédibles : celui du « Canada » qui réduit la question du Québec à un régionalisme provincial exacerbé par un sentiment ethnique; celui de l'américanité qui, en exaltant la culture d'hybridité et de recommencement des sociétés neuves, n'arrive plus à distinguer le projet québécois du projet états-unien. Il existe donc d'autres récits crédibles pour comprendre l'existence d'un espace québécois, mais seul le récit canadien-français rend compréhensible l'existence d'une communauté politique québécoise et son projet de faire société.

On peut faire au moins deux constats des réflexions qui précèdent. Premièrement, l'abandon du Canada français dans la construction contemporaine de l'identité québécoise a eu comme résultat de réduire la question du Québec à celle d'un régionalisme marchand – les intérêts du Québec – et, par conséquent, de stimuler la floraison de projets séparatistes au sein de la communauté politique – les sécessionnistes du *West Island*. Deuxièmement, l'effacement du Canada français, de façon à présenter un projet québécois, à « coefficient d'ethnicité zéro », appuyé sur les seules valeurs universalistes de la modernité, a eu comme effet de rendre insipide, autant pour l'immigrant récent que pour les membres des communautés culturelles, la proposition d'intégrer la communauté politique québécoise. Car, sans l'existence d'une communauté d'histoire qui tire son épaisseur du Canada français, le projet québécois se voit réduit à une question d'intérêts et de procédures. Devant cette vacuité, on peut comprendre le peu d'emballement des citoyens qui ne sont pas d'héritage canadien-français d'y adhérer. À quoi s'intégreraient-ils donc qui n'existe pas déjà dans les communautés politiques canadienne et américaine? ●

Le référent identitaire et culturel canadien-français a-t-il sa place dans une société pluraliste et démocratique comme le Québec? Si oui, à quelles conditions? Sinon, comment fonder un projet nationaliste mobilisant? Ces questions sont vivement débattues, particulièrement

depuis le dernier référendum. Elles posent le défi, pour toute communauté politique en modernité, d'une articulation complexe entre deux biens : le souci d'un enrôlement dans une continuité historique signifiante et le respect de la diversité des appartenances individuelles.

La coïncidence entre nation et peuple que le projet souverainiste met de l'avant est impraticable dans le Québec contemporain

VIVIANA FRIDMAN ET VICTOR ARMONY

Les propos de Jacques Parizeau, le soir du référendum de 1995, touchaient directement la question du *Nous* qui sous-tend le nationalisme québécois. Les remous provoqués par le souvenir de cet incident durant la campagne électorale qui vient de s'achever montrent à quel point elle demeure explosive. Le *Nous* restreint des Franco-Québécois a bien sûr le droit d'être énoncé sur la scène publique. Le problème réside dans le fait que le projet de la souveraineté s'appuie sur une mémoire dans laquelle une partie significative de la société québécoise ne se reconnaît pas.

Le passé pluriel

Dans *Les lieux de mémoire* (Gallimard, 1997), Pierre Nora souligne que l'histoire est « la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus », alors que la mémoire est « un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel ». La mémoire, contrairement à l'histoire, est ainsi intrinsèquement liée à un *Nous* qui la porte et la rend vivante. Dans le cas du Québec, la pluralité des *Nous* – les peuples autochtones, la majorité franco-québécoise, la minorité anglophone, les communautés issues de l'immigration – se déploie dans un contexte où aucun référent identitaire ne peut s'imposer aux citoyens comme étant « naturel » ou « normal », comme l'américanité pour les États-Unis ou la mexicanité pour les Mexicains. Il n'est donc pas surprenant que le débat actuel autour du projet souverainiste soulève le pro-

blème du réaménagement de la mémoire afin de l'ouvrir à la diversité culturelle. Le discours de la mémoire, nous dit Régine Robin dans son dernier ouvrage *La mémoire saturée* (Stock, 2003), n'est pas libre : que le passé « soit célébré ou occulté, il reste un enjeu fondamental du présent ».

Objectif louable mais insoutenable

Dans un ouvrage fort provocateur, *L'histoire en trop* (VLB, 2002), Jacques Beauchemin affirmait récemment que l'identité franco-québécoise est marquée par une propension à l'effacement de soi-même, par un « refus de soi sur lequel s'est édifié, il y a 40 ans, le Québecois contre le Canadien français, et qui dresse aujourd'hui le démocrate acquis aux vertus du nationalisme « civique » contre celui dont on a honte et que l'on taxe d'« ethnociste ». Selon Beauchemin, cette attitude est à la base d'un paradoxe : celui du projet d'une communauté d'histoire qui voudrait constituer un sujet politique [...] à partir de ses caractéristiques propres, tout en prétendant se situer dans un rapport d'égalité avec toutes les autres ». Devant cette impasse, Beauchemin propose alors de construire un nationalisme qui « puisse constituer un lieu de rassemblement capable de fonder une éthique sociale faite de solidarité et de reconnaissance des différences ». Bref, il s'agit d'assurer la pérennité de la communauté historique d'origine canadienne-française, « mais cela, dans la perspective d'une démocratie respectueuse des droits civiques qui sont, par définition, attachés au citoyen ».

Pourtant, cet objectif éminemment louable devient insoutenable dans le cadre d'une démarche visant la souveraineté du Québec. En effet, les nationalistes civiques – ceux qui ont abandonné toute velléité ethnociste – se trouvent face à un dilemme où les deux options qui leur sont offertes s'avèrent problématiques. D'un côté, ils peuvent « universaliser » la mémoire franco-québécoise pour la rendre acceptable aux yeux des autres groupes. Cette approche – prônée notamment par Gérard Bouchard – conduit inévitablement au phénomène du « refus de soi » que Beauchemin décrit dans son livre. Pourquoi et surtout pour qui faire alors la souveraineté? Pour la réaliser, la conscience historique de la majorité devrait se dissoudre dans un idéal qui ne serait autre chose que celui d'un petit Canada francophone, avec sa Charte des droits, sa politique de multiculturalisme (nommée autrement) et son appartenance nord-américaine comme seuls principes identitaires.

L'autre approche est celle de l'affirmation sans complexe de l'héritage canadien-français, mais en le délestant de ses prétentions totalisantes. La plupart des États occidentaux ont réussi – par la violence physique et symbolique – la clôture de leur espace identitaire, en « nationalisant » le territoire, les institutions et les esprits. En revanche, l'espace québécois, qui n'a pas connu cette clôture, est resté jusqu'à aujourd'hui un lieu de cohabitation de plusieurs mémoires et cultures. Le projet communautariste franco-québécois peut légitimement promouvoir une identité forte pour laquelle il existerait de véritables voies d'accès, mais il doit également proposer des voies alternatives pour ceux qui choisissent de ne pas s'y identifier. ●



LES AUTEURS
SONT RESPECTIVEMENT
CHERCHEUR AU
CELAT-UQAM
(CENTRE D'ÉTUDES
SUR LES LETTRES, ARTS
ET TRADITIONS) ET
PROFESSEUR AU
DÉPARTEMENT DE
SOCIOLOGIE DE L'UQAM

L'AEQ soutient le projet d'entente avec les Innus

Les évêques du Comité de pastorale auprès des Autochtones soutiennent le projet d'entente entre le gouvernement du Québec et les Innus du Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord. Le mandataire spécial du gouvernement du Québec sur cette proposition d'entente de principe, M. Guy Chevette, rendait publique récemment une lettre que lui ont adressée les membres du Comité de pastorale auprès des Autochtones de l'Assemblée des évêques du Québec. M. Chevette salue l'ouverture d'esprit des évêques et les remercie de favoriser le dialogue dans ce dossier difficile. Le texte de cette lettre est accessible sur le site de l'AEQ (www.eveques.qc.ca).

Forum mondial de l'eau

Le Forum mondial de l'eau, tenu à Kyoto à la fin mars, s'est achevé par une déclaration des ministres de 96 pays qui ont réitéré leur détermination à diminuer le nombre de personnes sans eau potable d'ici 2015. Cette déclaration ne fournit cependant aucune explication sur les moyens d'y parvenir. Quelque 1,4 milliard de personnes dans le monde sont privées d'accès à l'eau douce. Plus de 2,3 milliards vivent sans système sanitaire. Les ministres ont refusé de qualifier l'accès à l'eau potable de « droit humain ».

Population mondiale

Les Nations unies révisent à la baisse leur prévision de croissance de la population mondiale à l'horizon de 2050, la ramenant à 8,9 milliards de personnes au lieu de 9,3 milliards. Cette différence est due aux conséquences du sida et à une natalité de moitié moins forte qu'il était prévu. Quelque 46 millions de personnes vont mourir du sida d'ici 2010 et ce chiffre devrait s'élever à 278 millions d'ici 2050. Pour la première fois, les projections de l'ONU montrent que les futurs niveaux de fertilité dans la plupart des pays en développement vont probablement passer sous les 2,1 enfants par femme, le minimum requis pour assurer le remplacement de la population. Ce déclin du taux de fertilité se traduira par un vieillissement de la population dans les pays en développement. Le nombre des plus de 60 ans devrait passer de 606 millions en 2000 à près de 1,9 milliard d'ici 2050.

Cour pénale internationale

L'actuel ambassadeur canadien en Suède et diplômé en droit de l'Université de Montréal, Philippe Kirsch, a été élu président de la nouvelle Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Les 11 hommes et sept femmes de la cour ont prêté serment en mars dernier lors de l'inauguration de ce premier tribunal permanent chargé de la répression du génocide et des crimes de guerres. La cour est née après la ratification, par 60 pays, du traité de Rome conclu en 1998. Ce

traité avait été signé par Bill Clinton, mais George W. Bush s'en est retiré. La Chine et la Russie l'ont également boudé. Pour les organisations de défense des droits de la personne, la création de cette cour est l'événement le plus important depuis les procès de Nuremberg.

Le Vatican contre la guerre

Le Vatican s'est engagé fortement contre la guerre en Irak. Avant le déclenchement des hostilités, le pape a multiplié les appels en faveur d'une solution pacifique. Rome a dépêché des émissaires à Bagdad et à Washington. La diplomatie vaticane s'est activée sans réserve pour éviter la guerre et Jean-Paul II a reçu en audience certains des chefs d'État ou des ministres des Affaires étrangères des pays engagés dans cette crise afin d'exercer sur eux toute la pression de son autorité morale. De nombreux fidèles, avec leurs évêques, se sont mobilisés contre le recours aux armes, notamment par une journée de jeûne et de prière au début du carême. Au lendemain de l'offensive militaire, le pape a dénoncé la « guerre préventive » comme une action criminelle contraire au droit international. Pour le Saint-Siège, conformément à la doctrine énoncée en 1963 dans l'encyclique *Pacem in terris* du pape Jean XXIII, la résolution des crises internationales doit passer par l'ONU.

Les musulmans au Québec

L'immigration musulmane au Québec s'est accélérée ces dernières années. Elle crée une situation totalement inédite. Les questions nouvelles qui surgissent ne trouveront de réponses que dans une recherche commune, menée au Québec et non à l'extérieur du pays.

ALI DAHER

L'AUTEUR EST
CHERCHEUR,
DIRECTEUR DE
L'ACADÉMIE
IBN SINA

La première mention de l'existence de musulmans au Canada remonte aux années 1870. On les appelait les *Turcos*, car ils étaient originaires des pays dominés par la Turquie. Leur croissance fut très lente à cause de la politique d'immigration qui, jusqu'au milieu du XX^e siècle, restreignait l'entrée du Canada à des personnes de religion chrétienne. Selon les statistiques, ils étaient 478 en 1921. Quand le Canada a aboli les lois qui sélectionnaient les immigrants selon la religion et l'ethnie, le nombre de musulmans a commencé à augmenter. Ils sont passés de 40 000 au début des années 1970 à 100 000 en 1981 et à un peu plus de 250 000 en 1991. Actuellement leur nombre dépasse les 600 000 dans l'ensemble du Canada.

Cette arrivée s'est faite par vagues, en lien direct avec des points chauds du monde : la vague européenne de l'Est, l'indopakistanaise, l'égyptienne et la libanaise. Nous en sommes actuellement à la vague algérienne. Compte tenu de la situation socio-économique et politique qui sévit dans les pays islamiques, de la position difficile des musulmans en Europe et aux États-Unis, ainsi que de l'arrêt de l'immigration dans les autres parties du monde, le Canada reste aujourd'hui une terre d'accueil pour les musulmans.

Au Québec, ce n'est que dans les années 1960 que leur nombre va croissant et qu'ils commencent à s'organiser. On assiste alors à la fondation d'institutions islamiques. La première mosquée, celle du Centre islamique du Québec, fut construite en 1965, à Ville Saint-Laurent.

À partir des années 1970, l'immigration musulmane est montée en flèche : 45 000 en 1991 selon Statistique Canada, dont 41 000 à Montréal; 100 000 en 1995 selon certaines sources non officielles; plus de 200 000 actuellement selon leurs leaders. La présence des musulmans n'est donc plus marginale.

La spécificité de l'islamité québécoise

Ces changements en nombre nous permettent d'affirmer qu'une islamité québécoise est en train de se construire. L'immigration musulmane représente une part non négligeable des arrivants de la « Belle Province » qui vise une immigration francophone pour combler ses besoins démographiques et consolider ses assises au sein de la Confédération. Le ren-

forcement du fait français y est donc crucial. Or, parmi les immigrants francophones, les Algériens, les Marocains, les Tunisiens et les Libanais représentent un bassin important.

Sous certains aspects, l'islamité québécoise ne diffère pas beaucoup de celle qui se construit en Europe. Ici aussi, les musulmans actualisent les références islamiques dans leur vie quotidienne, travaillent à mettre sur pied des organismes et régulent l'image de l'islam qu'ils rendent visible sur la scène publique québécoise.

Mais l'islamité québécoise diffère aussi, par certains aspects, de celle qui se construit dans les autres pays occidentaux, à cause de l'implantation récente de la communauté musulmane au Québec, de l'absence de domination d'un groupe ethnique sur les autres groupes (comme c'est le cas des Maghrébins en France, des Turcs en Allemagne et des Indo-Pakistanaïens en Grande-Bretagne), de la faiblesse et de la dépendance du leadership. Le fait que les politiciens soient très sensibles au poulx électoral des minorités donne, à ces dernières, une bonne marge de négociation en matière de droits collectifs et de revendications. Elles ont plus de latitude

L'islamité québécoise diffère, par certains aspects, de celle qui se construit dans les autres pays occidentaux, à cause de l'implantation récente de la communauté musulmane au Québec, de l'absence de domination d'un groupe ethnique sur les autres groupes, de la faiblesse et de la dépendance du leadership.

pour défendre leurs particularités et se cantonnent donc davantage dans leur identité collective. Ces éléments spécifiques engendrent un rapport particulier à l'intégration. Il s'agit d'une intégration communautaire plutôt que d'une intégration individuelle.

La grande majorité de ces immigrants musulmans s'est installée dans le Grand Montréal. Ils résident et travaillent partout dans l'île, de Longue-Pointe et de Mercier à Ville Saint-Laurent et à Laval; d'Anjou et de Saint-Léonard à Pierrefonds et à Beaconsfield. On observe une concentration à Pierrefonds, à Notre-Dame-de-Grâce, à Park Extension, à Ville Saint-Laurent, à Saint-Léonard, à Montréal-Nord et à Côte-des-Neiges. Montréal compte de plus en plus de lieux de culte islamiques. Il y en aurait actuellement une soixantaine au Québec, dont 95 % dans la région métropolitaine. La plupart d'entre eux sont tenus par des associations islamiques qui s'organisent généralement, mais pas exclusivement, à partir des nationalités.

Jusqu'à un passé récent, les immigrants musulmans préféraient s'installer dans les quartiers anglophones ou

mixtes. Certains facteurs influençaient cette préférence, à savoir la langue anglaise de la première vague indopakistanaise, l'existence des écoles anglophones dans les parties ouest de la métropole (avant l'adoption de la Loi sur les langues officielles), leur penchant et leur adhésion à la politique fédérale multiculturelle, ainsi que l'influence d'un discours anglophone au Québec qui se veut défenseur des minorités non francophones.

Une grande diversité

Les musulmans, au Québec, sont loin de constituer une communauté homogène. Outre leur appartenance sunnite ou chiite, ils se différencient par leurs nationalités, leurs pays d'origine, leurs ethnies. Leur communauté est multiethnique et multilingue. Ils se différencient aussi par les classes d'âge, les statuts socioprofessionnels, leurs orientations politiques, etc. On distingue, entre autres, les musulmans pratiquants, sociologiques et politisés. Les musulmans croyants et pratiquants peuvent ne pas être politisés. Les musulmans sociologiques sont désignés ainsi parce qu'ils appartiennent à l'islam par leur naissance et leur origine, sans pour autant être pratiquants. Enfin, les musulmans politisés peuvent ne pas être pratiquants, mais sont engagés politiquement pour défendre l'islam.

Les branches de l'islam

ALI DAHER

La branche sunnite

Le mot sunnite (qui dérive de l'arabe *sunnah*) veut dire « établir un chemin ». Les sunnites sont majoritaires en islam; ils représentent 90 % des musulmans dans le monde et 70 % des musulmans à Montréal. Ils se basent essentiellement sur la tradition du Prophète. Ils cherchent toujours le consensus unanime de la communauté. Le clergé n'est pas structuré. Dans le sunnisme, on rencontre plusieurs écoles de jurisprudence : les malékites, les shaféites, les hanafites et les hanbalites. Le hanbalisme a donné naissance au wahhabisme qui prône une interprétation très stricte de l'islam et qui refuse toute interprétation du texte sacré.

La branche chiite

Les croyances et les thèmes centraux du chiisme sont presque les mêmes que ceux du sunnisme. Les piliers et les dogmes sont aussi identiques. Mais les chiites s'attachent à l'imamat, attachement qui mène jusqu'au culte. L'imam chiite est impeccable et infaillible grâce à une émanation divine qui passe d'un imam à l'autre. À ne pas confondre avec l'imam sunnite qui, à la mosquée, dirige la prière. Dix pour cent des musulmans dans le monde sont chiites. Mais, à Montréal, ils représentent 30 % du nombre total des musulmans – à cause des chiites libanais qui sont nombreux. Les musulmans chiites montréalais appartiennent aux sectes suivantes :

Une grande majorité des musulmans qui ont immigré au Québec adhère aux principes de tolérance, de vie en harmonie avec les autres, de respect de la loi. Quelques éléments bruyants et intolérants, de type intégriste, attirent l'attention et occupent la une de certains médias. Mais cette couverture médiatique voile l'islam de la majorité paisible et accorde à l'islam des intégristes une visibilité démesurée.

Depuis le 11 septembre 2001, se manifeste un bouillonnement dans la communauté arabo-musulmane. Une nouvelle lecture de l'islam commence à émerger, même parmi les intellectuels ou les leaders de la communauté. Cette nouvelle lecture concerne la participation citoyenne dans la société.

Une grande majorité des musulmans qui ont immigré au Québec adhère aux principes de tolérance, de vie en harmonie avec les autres, de respect de la loi.

Après le 11 septembre, les musulmans se sont trouvés acculés au pied du mur. Cet événement les a forcés à réfléchir à leur situation. Certains concepts comme la *Oumma* (la communauté), le *Jihad* et l'utilisation de la force, ont été mis en relation avec ceux de citoyenneté, de recherche de paix et de justice, de promotion du bien et d'interdiction du mal. Les musulmans qui vivent ici essaient de concilier l'islam avec

- les chiites duodécimains sont majoritairement libanais, iraniens, irakiens et pakistanais. Ils croient à une lignée de douze imams : le dernier al-Mahdi vit toujours d'une vie mystérieuse et reviendra à la fin des temps;

- les chiites ismaéliens ou septimaniens. Ils sont surtout syriens et indiens. Ils reconnaissent les six premiers imams, mais se séparent d'avec les chiites duodécimains pour l'investiture du septième. Ils mettent davantage l'accent sur les sens cachés du Coran;

- les alaouites sont surtout syriens. Le président Bashar Al-Assad, qui est actuellement à la tête de l'État syrien, en fait partie;

- les druzes sont surtout des Libanais qui habitaient les montagnes et qui ont participé à la guerre du Liban. Leur doctrine se fonde sur l'idée d'une incarnation successive de l'âme humaine. Leur communauté est divisée en ignorants, en savants et en parfaits.

Montréal abrite également les **ahmadis** qui ont une certaine influence en Amérique du Nord. Cette secte a été fondée par Mirza Gholâm Ahmad, qui s'est considéré comme le Mahdi, le Messie et Krishna. Les ahmadis considèrent que Bouddha et Krishna sont des prophètes.

On rencontre aussi le **soufisme**, la tendance mystique de l'islam, qui est représentée par des confréries ou des ordres soufis. Ce sont les confréries naqshabandiya, qâdriya, shâdhilliyya et tijaniyya.



cette ouverture dans la lecture du Coran. Certains responsables s'engagent dans la défense des droits de la personne.

La persistance d'une méconnaissance de l'islam

Un des grands problèmes qui entravent les liens entre les Québécois non musulmans et les Québécois de religion musulmane est l'image de ces derniers qui est véhiculée dans la société. Trop d'amalgames, de préjugés et de raccourcis circulent à leur propos et provoquent chez eux une réaction de repli. Le pire obstacle à l'ouverture de l'autre est le stéréotype que la société d'accueil lui associe. Un discours simplificateur affirme que les musulmans, du Québec ne s'intègrent pas à la société québécoise et rejettent les valeurs occidentales. Il faudrait donc soit les écarter, soit les assimiler. Et ces propos leur font peur, les poussent à s'éloigner ou à se replier.

Une méconnaissance de l'islam persiste. Le présent, et surtout le passé, sont ignorés. Certains discours aux sources

douteuses véhiculent les pires choses sur le compte des musulmans. La foi islamique, sa spiritualité, ses principes et son exigence de justice et de paix sont peu connus. Or, la mauvaise compréhension entre les peuples crée une peur et une méfiance entre les gens. Il est difficile de vivre ensemble en s'ignorant. Le respect mutuel et la confiance, plus que la seule tolérance, demandent l'écoute de l'autre et une meilleure connaissance mutuelle.

Les musulmans sont aussi victimes d'une tendance qui érige les « vérités » propres à une culture particulière en catégories universelles, selon lesquelles toutes les autres cultures sont approchées et jugées. Cette démarche est à l'origine de typologies classant les cultures et les religions en vraies ou fausses, civilisées ou primitives, naturelles ou barbares. La persistance à vouloir considérer l'islam et les musulmans comme forcément inférieurs est une attitude qui engendre la frustration et qui creuse un fossé entre les Québécois de religion musulmane et les autres Québécois.

JOSÉE LAMBERT,
INTERVENTION N° 2,
QUELQUE PART EN IRAK.
QUE SONT-ELLES
DEVENUES?

La majorité québécoise se réfère à une morale, à une culture et à une mentalité judéo-chrétiennes. Cela est particulièrement sensible lorsqu'on étudie l'histoire de la science et de la culture : on passe de la Grèce à la Renaissance sans évoquer l'époque arabo-islamique. Les musulmans ne supportent pas d'entendre dire que l'Occident se résume « à la Bible et aux Grecs ». Cette omission de l'apport de la civilisation islamique à la Renaissance et à la civilisation mondiale les met sur la touche. Dans cette optique, il faudrait revoir les livres d'histoire utilisés dans les écoles et changer l'attitude des institutions d'enseignement qui ne donnent qu'une information minimaliste sur l'islam, les musulmans et la civilisation arabo-islamique.

Quel pacte avec leur nouveau pays?

Mais les difficultés viennent aussi des musulmans eux-mêmes. Leur implantation est récente au Québec. Leurs responsables, qui dans leur grande majorité sont nés à l'extérieur du Québec, s'intéressent davantage à ce qui passe dans leurs pays d'origine qu'au Québec et laissent de côté la question identitaire. Ils n'ont pas encore réussi, sauf pour une petite minorité d'entre eux, à trouver un équilibre entre leur appartenance au peuple québécois et leur appartenance à l'islam. Pour beaucoup de musulmans, ces deux appartenances sont antinomiques et non complémentaires. Selon eux, être Québécois signifie s'éloigner de l'islam. Et la formule : « Nous sommes des Québécois de confession musulmane » n'est pas très répandue. La majorité des musulmans n'est pas encore arrivée à bien comprendre sa situation par rapport à la question identitaire. Leurs responsables actuels n'ont pas encore réussi à développer un vrai sentiment d'attachement à l'identité québécoise. Le poids de la variable islamique de leur identité est grandement amplifié. Est-ce qu'un musulman doit ou peut s'identifier à l'identité d'un peuple qui n'est pas originellement musulman? Cette question est posée et se discute, mais elle n'est pas encore résolue.

Les questions de citoyenneté québécoise et de participation citoyenne non plus ne sont pas encore claires pour les Québécois de foi musulmane. Plusieurs musulmans optent pour la promotion de la communauté spirituelle musulmane. La communauté géographique les intéresse moins. Ils sont éloignés mentalement du cadre local. Ils ne vivent pas le Québec, ils vivent au Québec. Ils s'intéressent peu aux événements sociaux, culturels et politiques de la société québécoise. Ils apprécient ce que la société québécoise offre à ses citoyens en termes de droit à la liberté, à l'égalité et au pluralisme, mais ils restent critiques par rapport à cette société. Peut-être parce qu'elle est laïque et que la laïcité est pour eux synonyme d'athéisme? Athée signifie à leurs yeux infidèle, impie, païen ou simplement opposé à l'islam. Une vraie et

juste compréhension de la conception de la laïcité leur manque. N'importe quel incident montre rapidement la fragilité des musulmans par rapport la société québécoise.

La jurisprudence islamique a largement élaboré la question des droits et des obligations des communautés non musulmanes vivant dans une société à majorité musulmane. Mais une jurisprudence islamique traitant des questions de l'identité, de la citoyenneté et de la participation citoyenne dans une situation où les musulmans sont minoritaires n'existe pas et, si elle existe, elle est encore dans une phase embryonnaire. Ces questions ne se posent pas à n'importe quel juriste dont l'érudition doit se fonder sur une bonne connaissance du Coran, des hadiths (les dits du prophète de l'islam) et des autres sources islamiques. Elles se posent aux Québécois de foi musulmane qui connaissent l'islam et la situation dans laquelle ils vivent. Ils sont mieux équipés pour

Comment les Québécois de foi musulmane doivent-ils se comporter dans la nouvelle société à majorité non musulmane dans laquelle ils ont immigré?

répondre à ces questions. C'est de leurs réponses que dépendent leur vie, leur bien-être et leur avenir.

Mais, au lieu de développer leur propre vision de leur situation originale au Québec, plusieurs Québécois de foi musulmane empruntent de fausses pistes pour résoudre leurs problèmes : soit en allant chercher les réponses auprès de juristes musulmans de pays lointains qui n'ont jamais vécu la situation de minorité dans une société occidentale à majorité non musulmane; soit en essayant d'appliquer des recettes juridiques anciennes qui ont été produites dans le passé pour une situation qui est loin d'être comparable à la situation québécoise.

Comment les Québécois de foi musulmane doivent-ils se comporter dans la nouvelle société à majorité non musulmane dans laquelle ils ont immigré? Doivent-ils revoir leurs comportements, laisser tomber certaines coutumes héritées qui ne sont pas liées aux dogmes et aux éléments de la foi pour faciliter l'intégration et non l'assimilation?

À de telles questions, l'islam est capable de donner des réponses qui découlent de la notion d'alliance ou de pacte. Dans ce domaine, l'islam va très loin. Le pacte est sacré et a la priorité sur les autres liens. Un visa, la permission de s'établir dans un pays, un passeport sont des pactes qui imposent des engagements et demandent le respect des lois et des éléments essentiels sur lesquels la société d'accueil est établie. Une fois que le musulman a accepté le visa et la citoyenneté, il conclut un pacte avec le nouveau pays. Il devient donc de son devoir religieux de respecter son engagement envers les lois de son nouveau pays. ●

La fascination de la technique

Dans son dernier ouvrage, *La révolution technique – Essai sur le devoir d'humanité*, paru chez Boréal en 2002, Daniel Jacques montre comment la technique conduit à une transformation radicale de la condition humaine. Si la démonstration de la thèse est brillamment menée, la conclusion laisse sur sa faim, car elle pose plus de problèmes qu'elle n'en résout.

NICOLE LAURIN

La révolution technique a un caractère utopique, mais ses effets sont bien réels. Elle transforme d'ores et déjà la condition humaine. Dans sa course inexorable, elle balaie sur son passage les valeurs de l'humanisme, celles-là même qui permettent de définir le caractère propre de l'humanité. Telle est la thèse que soutient Daniel Jacques dans son récent ouvrage. La technique constitue le moteur de la révolution, elle s'appuie sur les savoirs de plusieurs disciplines scientifiques relativement nouvelles : les sciences cognitives, l'informatique, la robotique, la bionique, la génétique, la sociobiologie, etc. Leur mise en application offre, en effet, d'immenses possibilités. Elles promettent à l'humanité la santé physique et mentale, la longévité, pour ne pas dire l'immortalité, par la thérapie génétique, les xénogreffes, le clonage, etc. De plus, elles permettent de multiplier infiniment la puissance et l'efficacité des sens et de l'intellect humains en les couplant à l'intelligence artificielle. Ainsi, le « cyberorganisme » pourrait abolir la frontière entre l'être humain et la machine tout comme certaines manipulations génétiques brouillent la distinction entre l'humain et l'animal.

Les promesses de la révolution technique

Selon Daniel Jacques, il ne faut pas chercher à interrompre ou même à ralentir le cours de la révolution technique. Elle correspond à la volonté générale de nos concitoyens parce qu'elle répond au désir de bonheur et au refus de la douleur qui sont nos plus profondes dispositions morales. L'auteur pense, en effet, que le résultat de la révolution technique, au moment où elle atteindrait son apogée, serait globalement positif. Elle aurait entraîné une diminution importante de la souffrance et l'augmentation générale du bien-être physique et psychique de l'humanité. Dès lors, la possibilité pour le plus grand nombre de vivre dans le bonheur ne serait plus une chimère.

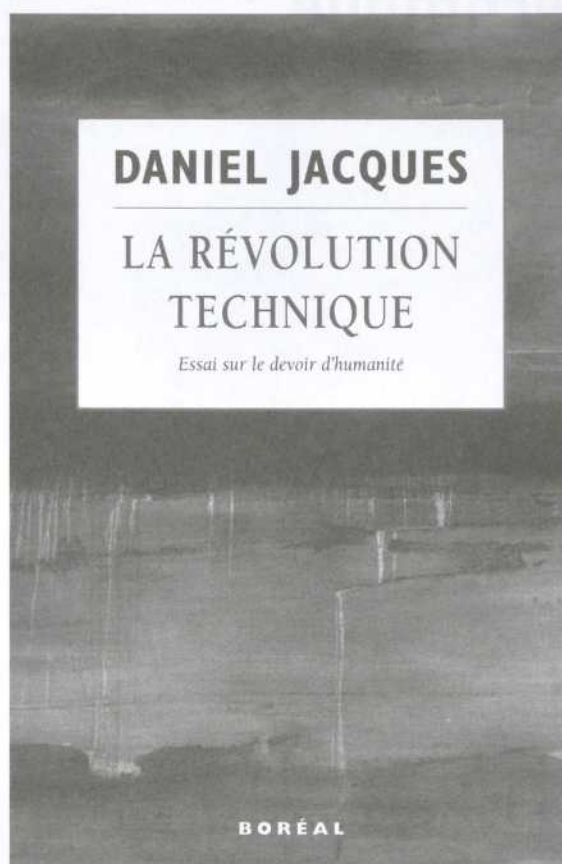
Daniel Jacques ne doute pas que les bienfaits de la révolution technique soient accessibles à tous et non seulement à quelques nations ou quelques groupes privilégiés. La passion tenace de nos contemporains pour la justice et l'égalité lui en donne l'assurance. L'auteur craint néanmoins qu'il y ait un prix à payer : la perte de la liberté et de la dignité humaines,



d'une certaine idée de l'homme qui forme l'assise des droits de la personne et de la démocratie. Il y aurait aussi à déplorer la perte de cette « tension vers l'être », cette soif d'un « surplus d'être » qui dépassent la satisfaction du besoin et qui nous distinguent de l'espèce animale. S'évanouirait alors l'indéfinissable « beauté du monde », ce qui en fait un « monde humain ». Le monde ne serait plus qu'un « parc humain » où l'on ferait l'élevage des hommes et des femmes par des techniques de sélection et de gestion.

Ainsi, on nous aurait vendu la révolution technique et nous l'aurions achetée. Selon Daniel Jacques, cette révolution est portée par la bourgeoisie. Elle représente, pour cette classe, une source inépuisable de profits et elle assure le triomphe de son idéologie, le libéralisme, qui vise à libérer la production de toute contrainte. D'autre part, l'auteur croit qu'il est désormais impossible de transformer la société par le moyen de l'État. Empêtré dans une lourde bureaucratie, l'État ne peut plus prétendre représenter la collectivité. Tout se passe, en effet, comme si la société se régula toute seule, de l'intérieur, à la manière du réseau Internet. La politique, entendue comme l'action de la société sur elle-même, ne fait plus sens. Dans ce contexte, comment les citoyens-consommateurs pourraient-

LINO, *DES AILES ÉTRANGES*,
2003



ils résister au désir de se procurer, à n'importe quel prix, la santé, la longévité, l'intelligence et la puissance? Quels biens pourraient leur paraître plus importants? Quelles aspirations d'ordre moral ou spirituel pourraient les en détourner?

Daniel Jacques affirme que la science a progressivement érodé la liberté humaine, c'est-à-dire la possibilité de croire que, contrairement à l'animal, l'être humain dispose du libre-arbitre, de la capacité de faire des choix qui ne lui soient pas entièrement dictés par sa nature physiologique, psychologique ou sociale. Historiquement, la première vague de découvertes au sein des sciences naturelles a laissé subsister, au-delà du déterminisme physique, une certaine place pour la liberté de l'esprit, pour l'âme si on peut dire. Par contre, la vague contemporaine des sciences sociales et humaines a dissipé cette illusion. Ainsi, selon l'auteur, le déterminisme a remporté la victoire : il est désormais impossible de fonder la pensée humaniste sur un savoir objectif. Or, la négation de l'humanité de l'Homme, « l'humanisme noir » par opposition à celui des Lumières, conduit au désastre. Le génocide des Juifs d'Europe, l'Holocauste, illustre parfaitement ce qui se produit lorsqu'on traite l'être humain comme non-humain. Dans sa conclusion, Daniel Jacques en appelle à une renaissance de l'humanisme, une refondation de l'humanisme sur la liberté. Celle-ci est essentiellement définie par ce « surplus d'être, ce reste d'expérience » qui échappe à la science et à toute réduction objective. L'auteur croit que l'éducation est le lieu privilégié où cette liberté pourrait éclore et s'épanouir.

L'humanisme ainsi restauré se manifesterait par l'esprit de compassion envers les êtres humains et les autres formes de vie. Cette compassion repose sur la conscience de la fragilité des êtres; elle donne sens à la décision de traiter l'autre comme une personne et non pas comme une chose. À cela se résume le devoir d'humanité.

Une conclusion troublante et faussement rassurante

La conclusion de Daniel Jacques pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Par exemple, qu'arrivera-t-il si la science découvre un jour l'hormone de la compassion ou si on parvient à fabriquer un vaccin qui annule l'effet de la compassion sur quiconque en est l'objet? D'autre part, comment l'éducation ferait-elle éclore la liberté dans une société qui n'a aucune prise sur son destin? Les idées humanistes, comme toutes les autres, ne puisent-elles pas leur force dans l'action commune; n'y trouvent-elles pas leur véritable assise? Autrement dit, l'inhumanité dont la révolution technique est présumée porteuse peut-elle être mise en échec par des émotions et des états d'âme? On doit craindre, en effet, que la conscience de la fragilité de l'être ne nous mène pas bien loin. La vieille injonction biblique : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » est indubitablement plus claire et plus sérieuse.

Par ailleurs, on se souviendra que lorsque la Chine ancienne a découvert la poudre explosive, elle en a fait des feux d'artifice alors que l'Occident, longtemps après, en a fait des armes

Il n'y a pas de déterminisme technique. La beauté s'évanouit; n'est-ce pas parce qu'on la détruit de par le monde? La liberté n'est plus crédible; n'est-ce pas parce qu'on la programme ou qu'on l'interdit?

meurtrières. Il en va de même de la révolution technique : n'est-elle pas à l'image des sociétés dans lesquelles nous vivons, des groupes qui les dominent, de la manière dont les relations entre les personnes et entre les collectivités y sont organisées? N'est-elle pas largement tributaire des croyances qu'on nous inculque et notamment, de la croyance au déterminisme, à laquelle Daniel Jacques adhère un peu naïvement?

Les sciences sociales et humaines, et même les sciences naturelles, ne sont plus fondées sur le déterminisme. Il n'y a pas non plus de déterminisme technique. La beauté s'évanouit; n'est-ce pas parce qu'on la détruit de par le monde? La liberté n'est plus crédible; n'est-ce pas parce qu'on la programme ou qu'on l'interdit? Il convient de se tourner vers le monde, tel qu'il est, tel qu'il nous fabrique et nous réfléchit, pour tenter de nous réapproprier ce monde, de le réinventer par l'agir et par la pensée de manière à ce qu'il devienne plus humain. Nous, c'est-à-dire ceux et celles à qui on n'a rien demandé sinon de ne pas résister aux pseudo-évidences et à la fatalité. ●

Soirée Relations

Dans la foulée de notre dossier « L'art à l'œuvre », vous êtes conviés à une soirée artistique sur le thème :
Une autre manière d'interpréter le monde.

Des artistes ont généreusement accepté de prendre part à cette représentation, dont :
Hélène Dorion, poète; **André Lemelin**, conteur; **Emmanuelle Quiviger**, flûtiste;
Hélène Monette, écrivaine; **Norman Nawrocki**, poète-musicien; **Marina Tremblay**,
conteuse autochtone; et quelques autres. Il y aura aussi une exposition d'œuvres visuelles.

Cet événement aura lieu **le jeudi 12 juin à 18 h 30**
au **Centre de créativité du Gesù**, 1200, rue Bleury (métro Place-des-Arts)

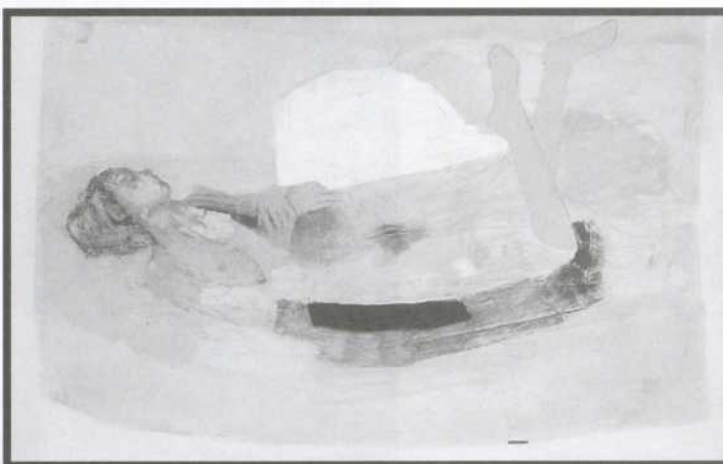
UN COCKTAIL SERA OFFERT À L'ACCUEIL ET LA REPRÉSENTATION SUIVRA DANS LA SALLE D'AUTEUIL À 19 H 15.

LES PLACES ÉTANT LIMITÉES, IL EST NÉCESSAIRE DE S'INSCRIRE À L'AVANCE AUPRÈS DE PAULINE ROY AU (514) 387-2541. **Coût 10 \$**

Prochain numéro

Le numéro de juillet-août de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies à la fin juin. Il comprendra notamment :

- Un dossier sur le temps libre, le loisir et les vacances. La promesse d'une société de loisirs a fait long feu. Plus que jamais on court après le temps. La gestion du temps est pour beaucoup de familles une question lancinante et fatigante, la conciliation famille-travail devient un enjeu politique. Que signifient les vacances pour les appauvris de la société? Un retour à la notion biblique du *shabbat* – subversive – pourrait indiquer des pistes pour vivre un juste rapport au temps, au travail, au loisir.
- Deux nouvelles sur le thème de la guerre et de la paix : de Naïm Kattan et d'Hélène Monette.
- Une entrevue avec le journaliste et théologien Gabriel Ringlet.
- Une controverse sur l'avenir du dialogue interreligieux, d'un point de vue musulman.



JULIE OUELLET, *CLAIR DE LUNE*, HUILE SUR TOILE, 2002

- Un article sur la situation politique de l'Indonésie à l'heure de la guerre contre le terrorisme, de Rodolphe de Koninck.
- Suite et fin de la chronique de la poète Hélène Dorion, illustrée par Elmyrna Bouchard.
- Des œuvres de notre artiste invitée, Julie Ouellet.

7. Jeux d'enfants

TEXTE : HÉLÈNE DORION

ILLUSTRATION : ELMYNA BOUCHARD

Les enfants ne jouent plus. Sauvage saison de l'histoire, morte saison de l'amour, lorsque perd pied notre fragile humanité, nul pourquoi ne vaut, il n'y a plus que cette échelle à gravir, à gravir encore.

Quelles douleurs creusent, telles des ombres dans le corps de l'enfant haut penché sur son univers de plaines, de déserts, de souterrains édifiés jour après jour, heure après heure? Et l'on croit voir l'univers entier à travers ces milliers d'infimes planètes porteuses d'histoires de terre et d'eau.

Mais les enfants ne jouent pas, ils portent armes et silences de leurs pères, fatigue et solitude de leurs mères. Aucune étoile au ciel de leur sommeil, plutôt le vacarme d'un monde qui cogne à la porte, mais jamais n'entre ni ne ressort. Car la chambre est vide, – pas plus de jeu que de monde. Seul un enfant hors de l'enfance.

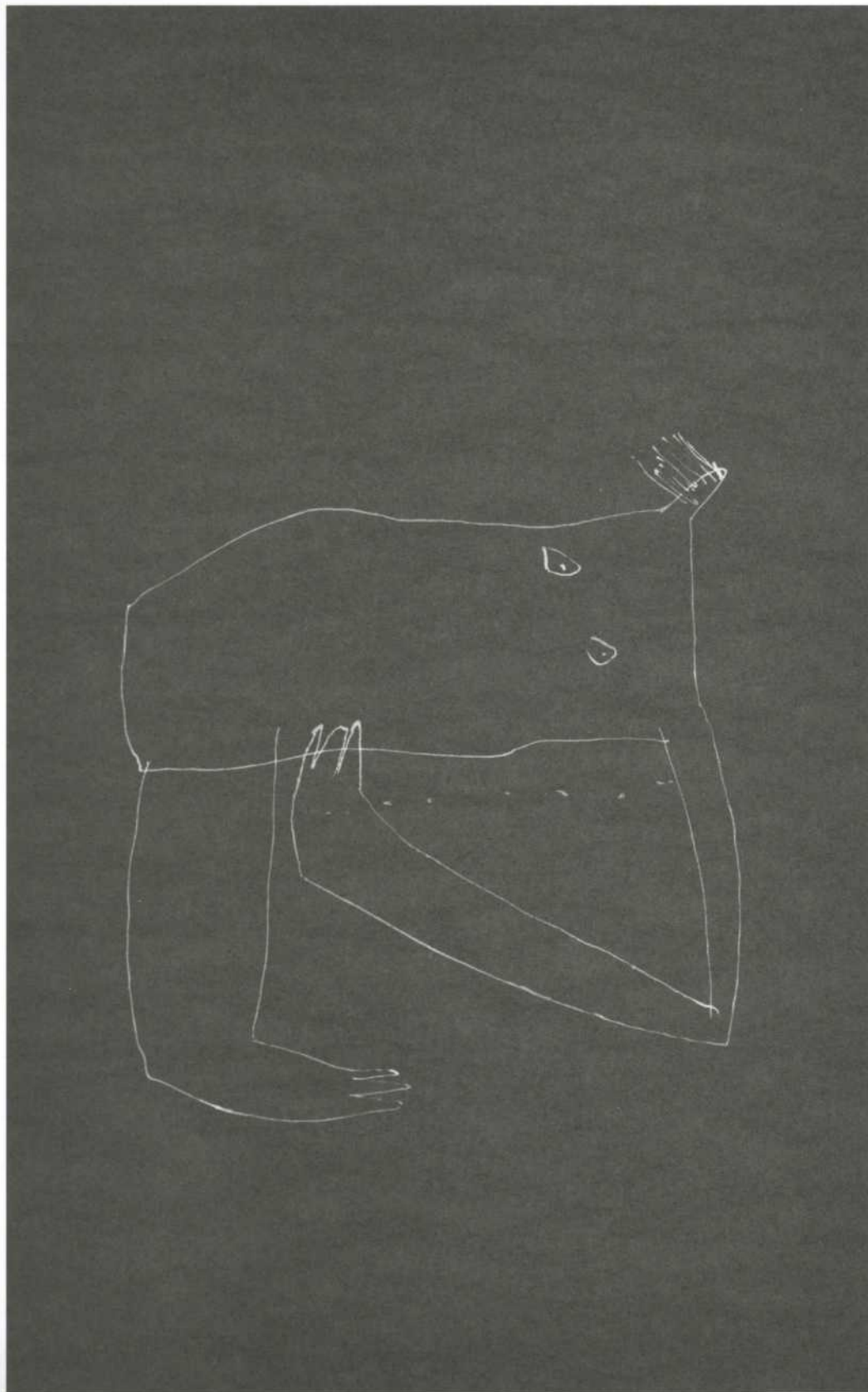
Les autres, les plus grands, tout ce temps se dispersent autour d'écrans posés çà et là dans les pièces de leurs vies, ils regardent ces innombrables fabriques d'illusions remuer bêtement. Reflets d'un monde trompeur, – qui viendra en rompre le charme?

L'impossible nous guette, telle une crevasse trop large pour qu'on puisse l'enjamber, et le vide se dresse comme l'unique promesse que nous puissions tenir.

Nous allons d'une vallée à une autre – saisons de manque et saisons de souffrance –, de quelle obscurité venons-nous? Notre vie est-elle tant de dureté, tant d'exils, de déchirements?

Vous dressez la table. Vous attendez qui surgira, mains noircies et vêtement froissé, vous embrassera de vive tendresse, et ira de ses pas sautillants illuminer le jardin.

Alors le siècle nouveau commencera vraiment. L'enfant retrouvera ses jeux. Enfin, nous quitterons les nôtres.



LES ARDOISES,
EAU FORTE, 2002

SITES INTERNET



MUSÉE DU PROTESTANTISME
www.museeprotestant.org

Un musée virtuel du protestantisme français vient d'être mis en ligne. Œuvre de la *Société de l'histoire du protestantisme français* et de la *Fondation Pasteur Eugène Bersier-Meromedia*, ce musée poursuit trois objectifs : illustrer les moments significatifs de la vie du protestantisme français du XVI^e siècle à nos jours ; conserver des témoignages (textes, tableaux, dessins, objets) de ces événements ; orienter tous ceux et celles qui souhaitent mieux connaître l'histoire du protestantisme (particulièrement celle du protestantisme français).

Les collections comprennent actuellement 450 notices, 1700 images et 500 références bibliographiques. L'ensemble se répartit en trois « bâtiments » : un premier consacré à l'his-

toire, un second au protestantisme contemporain et un troisième aux objets et aux portraits. Comme tout bon musée, celui-ci comporte des parcours guidés, des expositions temporaires et une bibliothèque.



Les expositions temporaires font écho à l'actualité. Elles sont liées à des manifestations artistiques, à la célébration d'anniversaires ou à des sujets d'intérêt général liés aux questions politiques, théologiques ou éthiques. En ce moment, c'est le tricentenaire de la guerre des Camisards (une révolte armée des protestants, en Cévennes) qui est à l'honneur. Une autre exposition temporaire porte sur Jean Calvin. Elle a pour objet de montrer le lien entre le grand réformateur de Genève et la constitution des Églises réformées de France. Elle présente la vie du réformateur, sa doctrine, ainsi que différents portraits.

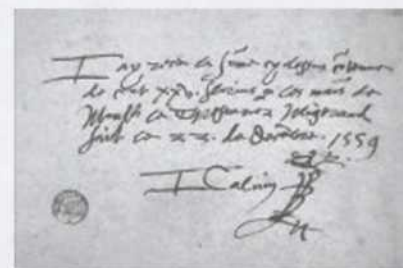
Un parcours guidé propose une démarche pédagogique à travers le musée. Il permet de connaître les principaux événements et personnages des débuts du protestantisme français. Nous y suivons l'essor du protestantisme, jusqu'aux guerres de religion qui bouleversèrent le royaume de France à la fin du XVI^e siècle.

MUSÉE VIRTUEL DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Des outils intéressants sont également mis à notre disposition : un riche glossaire de consultation facile et agréable, un agenda présentant les événements culturels liés au protestantisme et un carnet personnel de visite qu'il nous est possible de créer afin de sauvegarder les documents qui nous intéressent.

Ce site fort intéressant et bien documenté nous donne l'occasion de mieux connaître l'origine et le développement de ce vaste mouvement de la Réforme. Dans la crise de la chrétienté en Occident, au XVI^e siècle, il a institué un nouveau rapport à Dieu et au monde, dans un climat d'intolérance, de passion et de violence exacerbé par le contexte politique.

MARCO VEILLEUX



VIDÉO



LE GAMBIT DU FOU

RÉALISATION : BRUNO DUBUC

PRODUCTION : PRODUCTIONS 3^e CINÉMA,

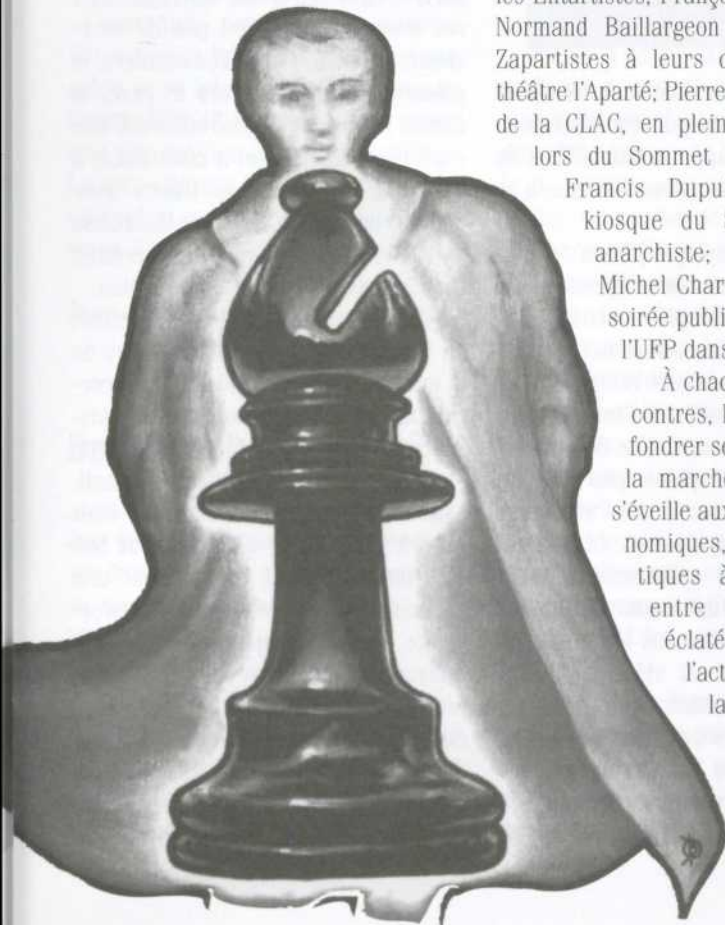
VIDÉOGAPHE

DISTRIBUTION : ART DISTRIBUTION

FICTION, COULEUR, 89 MIN.

Présenté à de multiples occasions à Montréal dans des salles comblées, malgré un silence médiatique et critique assourdissant, *Le gambit du fou* repose sur une idée porteuse de promesses amusantes et offre une déclinaison inédite du film engagé, en faisant se dérouler une intrigue fictive devant les décors authentiques de la scène militante québécoise.

Alors qu'il est manifestement en panne d'inspiration, le journaliste blasé Yvon D. Ranger (Martin Dubreuil) reçoit un coup de téléphone d'une amie qu'il a perdue de vue depuis 10 ans.



Sophie (Éva Daigle) est en détresse : son conjoint Christian Dubé (joué par le réalisateur lui-même) a disparu depuis deux semaines. Seul Ranger peut retrouver sa trace, lui qui connaît, depuis l'époque où ils s'affrontaient dans des parties d'échecs épiques, toutes les combines de son vieux copain.

C'est justement en s'inspirant de la stratégie échiquéenne que Ranger mènera son enquête pour laquelle il ne possède au départ qu'un seul indice : quelque temps avant sa disparition, Christian s'était mis à fréquenter les milieux militants de Montréal...

LE GAMBIT DU FOU

Commence alors une course-poursuite incongrue – « une enquête fictive sur des militants bien réels » nous dit l'affiche – au cours de laquelle Ranger, qui avance à pas feutrés, rencontrera quelques-unes des figures bien connues de la gauche et de l'extrême-gauche montréalaise : Benoît Foisy et les Entartistes; François Patenaude et Normand Baillargeon du Couac; les Zapartistes à leurs débuts au café-théâtre l'Aparté; Pierre-Antoine Harvey, de la CLAC, en pleine manifestation lors du Sommet des Amériques; Francis Dupuis-Déri à son kiosque du Salon du livre anarchiste; Paul Cliche et Michel Chartrand lors d'une soirée publique en soutien à l'UFP dans Mercier; etc.

À chacune de ces rencontres, Ranger voit s'effondrer ses certitudes sur la marche du monde et s'éveille aux problèmes économiques, sociaux et politiques à mesure qu'il entre dans l'univers éclaté et diversifié de l'activisme. Alors que la partie se déroule et que les pièces se mettent en place

sur l'échiquier, révélant une situation typique de triangle amoureux, Ranger doit admettre qu'il joue contre deux adversaires en même temps.

Une enquête
fictive sur
des militants
bien réels !

C'est alors que surgit le souvenir de cette dernière partie jouée entre Ranger et Dubé, joute mémorable où Dubé a utilisé magistralement le gam-

bit, ce coup de quelqu'un qui, aux échecs, sacrifie un pion pour gagner plus tard un avantage de position. Par une série de dévoilements successifs, on réalise bientôt que ce qui était en jeu n'était pas le roi de la partie, mais une reine bien réelle, faite de chair et de sang. Ranger finira par le comprendre alors que la partie est déjà terminée et il devra encore une fois s'incliner devant la beauté du coup...

Le réalisateur Bruno Dubuc nous présente ici une œuvre explorant avec audace diverses formes cinématographiques, avec moult idées originales – on remarquera notamment l'utilisation singulière de la photographie en noir et blanc –, de même qu'un humour bien senti. Bien entendu, on pourrait croire que le manque de ressources pour la réalisation du film saute aux yeux comme une évidence, non sans donner au résultat final un cachet mal équilibré plutôt sympathique, lequel s'accorde bien avec les milieux gauchistes qui nous sont dépeints. Mais à bien y penser, Bruno Dubuc n'avait d'autre choix que de mettre en œuvre (ou en danger) de modestes moyens s'il voulait sortir indemne des émeutes policières du Sommet des Amériques.

CLAUDE RIOUX

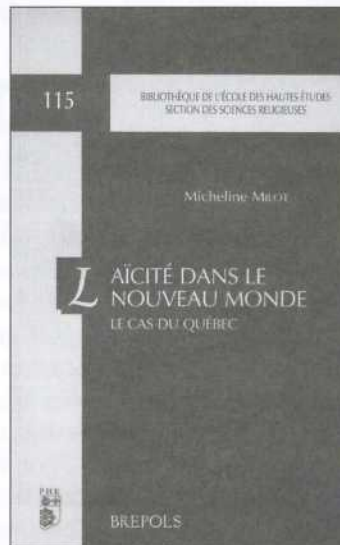
Silencieuse laïcisation

MICHELINE MILOT, *LA LAÏCITÉ DANS LE NOUVEAU MONDE : LE CAS DU QUÉBEC*, TURNHOUT (BELGIQUE), ÉD. BREPOLS, COLL. BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES (SCIENCES RELIGIEUSES), 2002, 181 p.

Grâce à son intérêt pour les rapports entre religion, éducation et culture, Micheline Milot a pris activement part à la réflexion sur la décon-fessionnalisation du système scolaire québécois. Ses recherches et ses écrits ont contribué à une meilleure compréhension des transformations religieuses au sein de notre société et à mettre en évidence la complexité des attentes sociales, particulièrement celles des parents, concernant la religion à l'école.

Le regard que nous posons habituellement sur le Québec d'avant 1960 retient surtout l'omniprésence du cléricisme. Sans nier la fonction imposante qu'a occupée l'Église catholique, l'auteure apporte un éclairage différent sur notre parcours historique en rappelant des éléments relégués dans « l'angle mort des représentations collectives de la nation québécoise ». Elle y présente une laïcité québécoise « silencieuse » qui se construit en filigrane des choix politiques et juridiques, ponctuant la période de 1763 à 1960. Une laïcité qui ne fait l'objet d'aucune explication juridique et qui ne deviendra apparente sur le plan institutionnel, de même qu'explicite dans les discours officiels, qu'à partir de la Révolution tranquille. Un processus de laïcisation qu'elle retrace jusqu'à aujourd'hui. On comprend ainsi comment la Constitution de 1867, bien qu'accordant des privilèges en éducation à l'Église catholique et aux Églises protestantes, n'institue pas de religion d'État et rend possible une gestion politique de la diversité religieuse.

La laïcité québécoise est présentée à la jonction des héritages français et britannique, mais enracinée dans le continent américain. La laïcité qui se développe au Québec n'est donc pas une reproduction de la laïcité française et certainement pas de l'image que nous véhiculons ici de cette laïcité républicaine. La réalité française concernant le fait religieux est beaucoup plus complexe, comme le montre bien Micheline Milot. Le mérite de son livre



est d'ailleurs de traiter de la situation québécoise en dialogue constant avec l'évolution des rapports entre l'État et les Églises dans d'autres sociétés, à la même époque.

La laïcité n'implique pas en soi une négation de la question religieuse et ne la limite pas à la sphère privée. Elle tente d'assurer une autonomie de l'État face aux traditions religieuses et permet à ces dernières d'exister sans mainmise du politique. Elle devrait assurer l'existence d'une pluralité de modes de vie, de croyances et de références éthiques, ainsi que l'égalité de traitement et la collaboration entre elles au sein d'un espace démocratique. Évidemment, nous sommes parfois très loin de cet idéal. La laïcité n'est pas une situation définie une fois pour toutes, mais un processus qui se précise au fil des transformations sociales, des revendications identitaires et des orientations politiques mises de

l'avant. Le cadre de la laïcité comporte une reconnaissance du pluralisme.

Ce travail dense et rigoureux, que nous offre l'auteure, s'avère d'une grande utilité face au défi actuel de la société : définir les balises nécessaires à la prise en compte de la diversité religieuse croissante et en assurer l'aménagement dans le cadre de la laïcité qui nous caractérise.

ÉLISABETH GARANT

Le lieu d'une attente

FERNAND OUELLETTE, *LE DANGER DU DIVIN*, MONTRÉAL, FIDES, 2002, 252 p.

La montée du divin dans une conscience croyante et sa communication à des tiers constituent un fait plutôt rare de nos jours. La tradition chrétienne possède plusieurs de ces œuvres dans son trésor spirituel. Mais ces œuvres ont inspiré peu de chercheurs de Dieu. Parmi ces derniers, le retour de l'un d'eux vers le Père, le Christ, l'Esprit et l'Église constitue une expérience unique qui a commencé, à son insu, par de longs trajets avec Thérèse de Lisieux. Avec une discrétion extrême, Thérèse attirait Fernand Ouellette pour le soulever vers Dieu.

Vient alors la nuit de la Pentecôte, un 18 mai, en l'année du centenaire de la mort de Thérèse de Lisieux, qui correspond au jour anniversaire de naissance de Laurence, la petite-fille de l'auteur. Dans un profond sommeil, sans vision ni audition, l'homme était livré à l'assaut de l'Esprit. Tout son être intérieur était dépaycé par une expérience fondamentale, transformante, de sa vie spirituelle, qui instaure en lui une nouvelle réalité : l'auteur l'appelle le don de force. Pareil événement, inexprimable, laisse celui qui l'a vécu désaliéné, dépouillé de l'homme provisoire. Cet événement parvient à changer la haine en joie



d'être attentif à Dieu et agissant pour les autres.

Un esprit méditatif comme celui de Fernand Ouellette s'émerveille de la compassion et en découvre le modèle dans le Christ lui-même. Elle nous vient de l'entrée de Dieu dans l'histoire et dans la façon qu'a eue le Fils d'en sortir. Avoir la foi, c'est « accepter la vision que Dieu a de la réalité et de l'immensité de l'homme », capable d'éternel selon le mot de Paul Claudel repris par l'auteur.

Fernand Ouellette fait-il partie de « l'humanité usée »? Cet homme, désoccupé de lui-même est désormais, grâce à sa foi, le lieu d'une attente. Comme il le dit encore, « on ne magazine pas son lieu dans un cimetière ». Le corps promis à la résurrection est, tel l'enfant qui dort, le lieu de cette attente. Son livre invite au dépassement.

JEAN-MARC DUFORT

Battement de cœur

JOAN CHITTISTER, *CE QUE JE CROIS. EN QUÊTE D'UN DIEU DIGNE DE FOI*, TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR ALBERT BEAUDRY, BELLARMIN, MONTRÉAL, 2002, 251 p.

Celles et ceux qui ont du mal aujourd'hui à endosser la profession de foi dans les assemblées chrétiennes apprécieront cette relecture du *Credo*, passée au crible d'une expérience de

40 ans de vie monastique. Après avoir été prieure de la communauté des moniales bénédictines d'Erie, en Pennsylvanie, et présidente de la Conférence des supérieures religieuses des États-Unis, Joan Chittister dirige aujourd'hui Benetvision, un centre d'information et de recherche en spiritualité contemporaine.

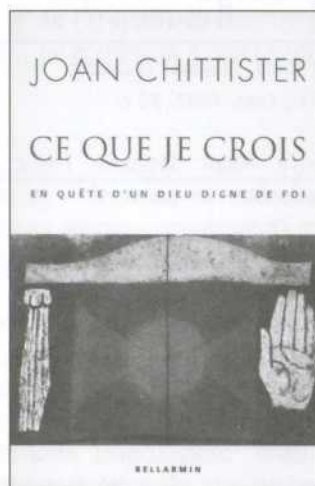
Dire « je crois », c'est dire « oui » au mystère de la vie, cette vie qui n'est pas donnée d'avance et dont nous sommes des cocréateurs. La foi est « ce qui nous permet d'évaluer les choix qui s'offrent à nous en fonction de ce qui est vraiment réel et important dans la vie et, en fin de compte, de garder le cap ».

Chaque élément du Symbole des Apôtres fait l'objet d'un chapitre du volume. L'on perçoit la solide formation théologique ancrée dans une expérience unique qui conduit à renommer les assises spirituelles de la vie chrétienne pour aujourd'hui. Un fait, un événement vécu, une rencontre significative de sa vie personnelle constituent le terreau de la foi de l'auteure; belle illustration d'une spiritualité incarnée qui rejoint la nôtre.

Face à la possibilité d'un holocauste nucléaire, au viol de la planète et à la misère de peuples entiers, l'auteure réexamine le sens de la vie, du péché, de la communion des saints, de l'Église, du pardon, de l'Esprit, dans la mouvance fertile des témoins qui l'ont précédée. Elle puise aussi à la sagesse des grandes traditions religieuses comme l'islam, le judaïsme, l'hindouïsme, le bouddhisme. Son analyse éclairée par la conjoncture sociale, économique, politique et religieuse met en perspective les données de la foi, les interprétations faites et les conséquences sur nos visions et nos actions actuelles. Toujours, elle essaie de retrouver la source originale du christianisme malgré les avatars de son histoire.

La traduction française, admirablement réussie, tient compte de la conscience québécoise et utilise le langage inclusif. Quel pronom employer pour parler de Dieu? Elle ou Il? Même si

Dieu n'a pas de sexe... « De toute évidence, la communauté chrétienne, prisonnière d'une biologie fautive, devenue la théologie de l'Église, savait d'instinct que la vraie révolution commençait par les pronoms, et non par les propositions en faveur de l'ordination de femmes. » Elle affirme encore que la place des femmes reste un problème sans solution dans l'Église tant que le rôle de Marie n'est pas adéquatement défini dans l'histoire du Salut. Réduite à jouer un rôle unique, celui de mère, Marie – comme toutes les femmes après elle – devient sous sa plume une femme partenaire, associée spirituelle, du plus grand événement spirituel de tous les temps. L'émergence de la conscience féministe actuelle est une manifestation de l'Esprit vivant dans le monde. Elle dénonce aussi le mépris de la chair, le dualisme chair et esprit : « C'est l'humanité qui est le sein du Divin pour nous. Voilà ce que je crois. »



On se félicitera de retrouver des réflexions pertinentes sur les réalités actuelles, utiles à la catéchèse pour ne pas s'en tenir au folklore. De plus, il faut souligner l'aspect critique du texte, car « sous le pouvoir divin qui se transforme en pouvoir humain », des personnes et des peuples ont été et sont encore opprimés, exploités, exclus, souvent au nom de Dieu. Pour elle, la toute-puissance de Dieu n'a rien à voir avec ce quelque chose qui se

déguise en seigneur pour dominer autrui. À l'origine, autorité signifie « faire grandir », et non pas « contrôler et gouverner ».

En fait, le *credo* de Joan Chittister est un programme de vie qui transforme les individus et les collectivités, un condensé de la spiritualité chrétienne axé sur la vie en plénitude. « Battement de cœur parmi d'autres dans la mer de la vie », notre façon d'agir au sein de la communauté humaine établira en définitive le calibre de notre vie.

CÉLINE DUBÉ

Entre réserve et partage

ANDRÉ NAUD, *L'ÉVANGILE ET L'ARGENT*,
MONTRÉAL, FIDES, 2003, 80 p.

André Naud dénonce l'idée de représenter la pauvreté – et plus encore l'insouciance – comme un idéal pour tous. Ce serait mal comprendre certains textes, comme l'épisode du jeune homme riche, la béatitude sur la pauvreté ou la parabole des oiseaux. Ce serait contradictoire avec maints autres passages de l'Évangile. Ce serait, enfin, concrètement absurde : l'argent est une nécessité quotidienne et le garant principal de la sécurité personnelle et familiale, en plus d'être souvent une condition de participation active à la vie de la société et un ressort du développement matériel et humain. On ne saurait parler de la pauvreté comme d'une valeur chrétienne à cultiver, ajoute l'auteur, qui rapporte cette phrase du théologien sud-américain Gustavo Gutiérrez, « La pauvreté est pour la Bible un état scandaleux et attentatoire à la dignité humaine et par conséquent à la volonté de Dieu. »

Les propos de l'Évangile, affirme Naud, doivent être interprétés en tenant compte de l'ensemble, et il faut déchiffrer les textes obscurs par ceux qui sont clairs et non l'inverse. Bien sûr que l'Évangile met en garde contre l'idolâtrie de l'argent, c'est-à-dire d'en faire une priorité au point de fermer son cœur à toute autre valeur. Bien sûr que l'Évangile met en garde contre les dangers des richesses : la fascination d'accumuler, l'angoisse de perdre, la



satisfaction compulsive des désirs, la tendance à ignorer les besoins des autres. Mais il est aussi rempli de textes sur la responsabilité, la bonne intendance et la prévoyance. Il insiste à pleines pages sur le partage, la justice et l'équité.

Ce que l'Évangile propose face à l'argent et aux richesses, continue Naud, se situe donc dans la ligne de l'amour du prochain et du souci les uns des autres. Cet enseignement s'articule autour de deux valeurs essentielles : la réserve et le partage. Le sens de la réserve, c'est « la capacité de résister aux séductions qu'entretient la publicité, aux appels qui surgissent spontanément et naturellement au cœur des désirs. C'est la volonté absolue de refuser l'inacceptable : le luxe ridicule et isolant, le gaspillage éhonté, la « vie de riche » menée dans l'insouciance des pauvres et des démunis ». Le partage, pour sa part, exige de

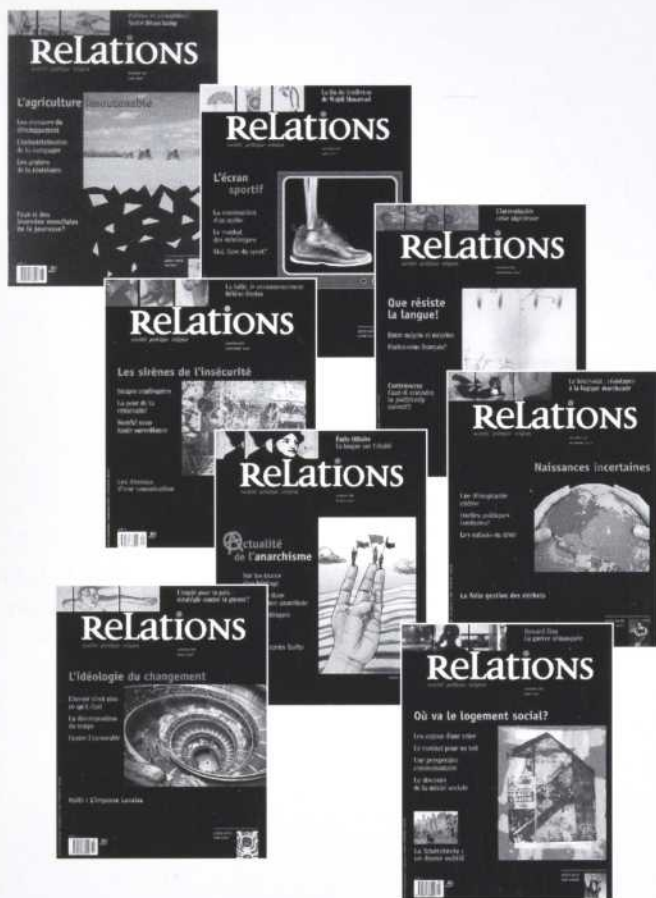
penser aux autres : se décentrer de soi, ne pas fermer les yeux sur les besoins des autres; mieux, chercher à identifier les cas où on pourrait porter secours, rechercher positivement ce qui peut répondre aux besoins d'autrui. Mais penser ne suffit pas; il faut aussi donner : donner de sa part, accepter une moindre marge de profit, améliorer les conditions de vie de ceux qui nous entourent. Donner non pas de façon purement symbolique, ni « donner juste assez pour avoir bonne conscience », mais plutôt donner de manière réaliste, efficace et, notamment, en acceptant sa juste part de taxation qui permet à l'État de redistribuer aux plus démunis selon leurs besoins.

Ce faisant, l'auteur insiste sur l'aspect structurel du partage, voire la mise en place de structures et de conditions qui favorisent la satisfaction des besoins d'autrui et la dignité des personnes. Certes, affirme l'auteur, la mission propre de l'éducation chrétienne « n'est pas de refaire les structures de la société, mais d'œuvrer à la conversion des cœurs ». Mais les deux tâches sont aussi importantes l'une que l'autre. Il n'y a pas de réformes des structures sans conversion des cœurs et, *vice versa*, il n'y a pas de conversion réelle du cœur sans donner des mains à sa générosité, sans établir des conditions de partage et des structures de justice. La charité passe par l'exigence de justice.

Ce livre m'apparaît comme une des rares présentations satisfaisantes de la pensée de l'Évangile sur l'argent. Loin d'avoir perdu de son actualité, cette réédition d'un chapitre de livre écrit en 1985 est donc tout à fait bienvenue.

GUY DURAND

Vous avez manqué un numéro?



Numéros de *Relations*
encore disponibles :

- L'agriculture insoutenable**
(N° 677, JUIN 2002)
- L'écran sportif**
(N° 678, JUILLET-AOÛT 2002)
- Les sirènes de l'insécurité**
(N° 679, SEPTEMBRE 2002)
- Que résiste la langue**
(N° 680, OCTOBRE-NOVEMBRE 2002)
- Naissances incertaines**
(N° 681, DÉCEMBRE 2002)
- Actualité de l'anarchisme**
(N° 682, JANVIER-FÉVRIER 2003)
- L'idéologie du changement**
(N° 683, MARS 2003)
- Où va le logement social?**
(N° 684, AVRIL-MAI 2003)

Chaque numéro est offert au prix de 3 \$.
Téléphonez à Hélène Desmarais,
au (514) 387-2541,
ou écrivez-lui à relations@cjf.qc.ca

Relations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

UN AN : 32 \$ DEUX ANS : 56 \$
À L'ÉTRANGER (UN AN) : 40 \$
ÉTUDIANT : 25 \$ (SUR JUSTIFICATIF)

par téléphone : (514) 387-2541
par télécopieur : (514) 387-0206
par courriel : relations@cjf.qc.ca
par la poste :

Relations

a/s Mme Hélène Desmarais
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)

Visa Mastercard

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

LE DEVOIR



Présent
sur toutes les
scènes culturelles

Abonnements : (514) 985-3355 1 800 463-7559